Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1914 — **Roma — Giovedì, 22 ottobre** — **Numero 253**

DIREZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91

SOMMARIO

Parte ufficiale.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero 1114 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art 1.

È approvata la convenzione, firmata a Berlino il 13 novembre 1908 dall'Italia e da altri Stati, ed allegata alla presente legge nel testo e nella traduzione italiana, la quale modifica la Convenzione per la tutela delle opere letterarie ed artistiche, firmata a Berna il 9 settembre 1886 e approvata con R. decreto 6 novembre 1887, n. 5024, e l'atto addizionale e la dichiarazione interpretativa firmata a Parigi il 4 maggio 1896, approvata con R. decreto 21 novembre 1897, n. 517. Tale approvazione comporta tuttavia le riserve, di cui all'articolo seguente, basate sulla disposizione dell'articolo 27 della stessa Convenzione.

Art. 2.

Il diritto esclusivo degli autori di fare o di autorizzare la traduzione delle loro opere resterà regolato, anzichè dall'articolo 8 della Convenzione allegata, dall'articolo 5 della Convenzione di Berna del 9 settembre 1886, modificata dall'articolo 1°, III, dell'atto addizionale di Parigi.

Il diritto esclusivo di autorizzare la rappresentazione pubblica di opere tradotte resterà regolato, anzichè dall'articolo 11, comma 2°, della Convenzione allegata, dall'articolo 9 della Convenzione di Berna del 9 settembre 1886.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato

Data a Roma, addì 4 ottobre 1914.

VITTORIO EMANUELE.

Di San Giuliano — Cavasola.

Visto, *Il guardasigilli:* Dari.

CONVENTION DE BERNE REVISÉE pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président de la République de Libéria; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral de la Confédération suisse; Son Altesse le Bey de Tunis.

Également animés du désir de protéger d'une manière aussi efficace et aussi uniforme que possible les droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de conclure une Convention à l'effet de reviser la Convention de Berne du 9 septembre 1886, l'article additionnel et le Protocole de clôture joints à la même Convention, ainsi que l'acte additionnel et la déclaration interprétative de Paris, du 4 mai 1896.

Ils ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence M. le docteur von Studt, ministre d'Etat royal prussien;

Son Excellence M. le docteur von Koerner, conseiller intime actuel, directeur au département des affaires étrangères;

M. le docteur Dungs, conseiller intime supérieur de régence, conseiller rapporteur au département de la justice;

M. le docteur Goebel von Harrant, conseiller intime de légation, conseiller rapporteur au département des affaires étrangères;

M. Robolski, conseiller intime supérieur de régence, conseiller rapporteur au département de l'intérieur;

M. le docteur Kohler, conseiller intime de justice, professeur à la faculté de droit de l'Université de Berlin;

M. le docteur Osterrieth, professeur, secrétaire général de l'Association pour la protection de la propriété industrielle.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. le comte Della Faille de Leverghem, conseiller de légation à Berlin;

M. J. de Borchgrave, avocat près la cour d'appel de Bruxelles, ancien membre de la Chambre des représentants;

M. P. Wauwermans, avocat près la cour d'appel de Bruxelles, membre de la Chambre des représentants.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. J. H. de Hegermann-Lindencrone, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark à Berlin.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Son Excellence M. Luis Polo de Bernabé, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Espagne à Berlin;

M. Eugenio Ferraz y Alcala Galiano, conseiller d'ambassade à Berlin.

Le Président de la République Française;

Son Excellence M. Jules Cambon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Berlin;

M. Ernest Lavisse, membre de l'Académie française, professeur à la Faculté des lettres de Paris, directeur de l'école normale supérieure;

M. Paul Hervieu, membre de l'Académie française, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques;

M. Louis Renault, membre de l'Institut, ministre plénipotentiare honoraire, professeur à la Faculté de droit de Paris;

M. Fernand Gavarry, ministre plénipotentiaire de 1er classe, directeur des affaires administratives et techniques au Ministère des affaires étrangères;

M. Breton, directeur de l'Office national de la propriété industrielle;

M. Georges Lecomte, président de la Société des gens de lettres.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes:

Sir Henry Bergne, ancien chef du département commercial au Foreign Office;

M. George Ranken Askwith, conseiller du Roi, Assistant Secretary au Board of Trade;

M. le comte de Salis, conseiller d'ambassade à Berlin.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. le commendeur Alberto Pansa, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Berlin;

M. le commandeur Luigi Roux, avocat, sénateur;

M. le commandeur Samuele Ottolenghi, directeur de la division pour la propriété intellectuelle;

M. le chevalier Emilio Venezian, ingénieur, inspecteur de l'enseignement industriel;

M. Augusto Ferrari, avocat, vice-président de la Société italienne des auteurs.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. le docteur Mizuno Rentaro, conseiller rapporteur au Ministère de l'intérieur;

M. Horiguchi Kumaichi, deuxième secrétaire de légation à Stockholm.

Le Président de la République de Libéria:

La Délégation de l'Empire allemand et, au nom de celle-ci, Son Excellence M. le docteur von Koerner, conseiller intime actuel directeur au département des affaires étrangères.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

M. le docteur comte Hippolyte de Villers, chargé d'affaires de Luxembourg à Berlin.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

M. le baron de Rolland, président du tribunal supérieur.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Klaus Hoel, chef de division au département des cultes et de l'instruction publique.

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. le comte Taube, envoyé extraordinaire et ministre plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède à Berlin;

M. le baron Peder-Magnus de Ugglas, référendaire à la cour suprême.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

M. le docteur Alfred de Claparède, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Berlin;

M. W. Kraft, adjoint de l'office fédéral pour la propriété intellectuelle.

Son Altesse le Bey de Tunis:

M. Jean Gout, consul général au département des affaires étrangères à Paris.

Lesquels après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er

Les Pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques.

Art. 2.

L'expression « oeuvres littéraires et artistiques » comprend toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme de reproduction, telle que: les livres, brochures, et autres écrits; les oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes, dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement; les compositions musicales avec ou sans paroles; les oeuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure et de lithographie; les illustrations, les cartes géographiques; les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégés comme des ouvrages originaux, sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres reproductions transformées d'une oeuvre littéraire ou artistique, ainsi que les recueils de différentes oeuvres.

Les Pays contractants sont tenus d'assurer la protection des oeuvres mentionnés ci-dessus.

Les oeuvres d'art appliqué à l'industrie sont protégées autant que permet de le faire la législation intérieure de chaque pays.

Art. 3.

La présente Convention s'applique aux oeuvres photographiques et aux oeuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie. Les Pays contractants sont tenus d'en assurer la protection.

Art. 4.

Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union jouissent dans les pays autres que le pays d'origine de l'oeuvre, pour leurs oeuvres, soit non pubbliées, soi pubbliées pour la première fois dans un pays de l'Union, des droits que les lois respectives accordent attuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, ainsi que des droits spécialement accordés par la présente Convention.

La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'oeuvre. Par suite, en dehors des stipulations de la présente Convention, l'étendue de la protection ainsi que les moyens de recours garantis à l'auteur pour sauvegarder ses droits se règlent esclusivement d'après la législation du pays où la protection est réclamée.

Est considéré comme pays d'origine de l'oeuvre: pour les oeuvres non publiées, celui auquel appartient l'auteur; pour les oeuvres publiées, celui de la première publication, et pour les oeuvres publiées simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte. Pour les oeuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union, c'est ce dernier pays qui est exclusivement considéré comme pays d'origine.

Par oeuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente Convention, entendre les oeuvres éditées. La représentation d'une oeuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une oeuvre musicale, l'exposition d'une oeuvre d'art et la construction d'une oeuvre d'architecture ne constituent pas une publication.

Art. 5.

Les ressortissants de l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs oeuvres dans un autre pays de l'Union, ont, dans ce dernier pays, les mêmes droits que les auteurs nationaux.

Art. 6.

Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, qui publient pour la première fois leurs oeuvres dans l'un de ces pays, jouissent, dans ce pays, des mêmes droits que les auteurs nationaux, et dans les autres pays de l'Union, des droits accordés par la présente Convention.

Art. 7.

La durée de la protection accordée par la présente Convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

Toutefois, dans le cas où cette durée ne serait pas uniformément adoptée par tous les pays de l'Union, la durée sera réglée par la loi du pays où la protection sera réclamée et elle ne pourra excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'oeuvre. Les Pays contractants ne seront, en conséquence, tenus d'appliquer la disposition de l'alinéa précédent que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne.

Pour les oeuvres photographiques et les oeuvres obtenues par un procédé analogue à la photographie, pour les oeuvres posthumes, pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, la durée de la protection est réglée par la loi du pays où la protection est réclamée, sans que cette durée puisse excéder la durée fixée dans le pays d'origine de l'oeuvre.

Art. 8.

Les auteurs d'oeuvres non publiées, ressortissant à l'un des pays de l'Union, et les auteurs d'oeuvres publiées pour la première fois dans un de ces pays jouissent, dans les autres pays de l'Union, pendant toute la durée du droit sur l'oeuvre originale, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs oeuvres.

Art. 9.

Les roman-feuilletons, les nouvelles et toutes autres oeuvres, soit littéraires, soit scientifique, soit artistiques, quel qu'en soit l'objet, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne peuvent être reproduits dans les autres pays sans le consentement des auteurs.

À l'exclusion des romans-feuilletons et des nouvelles, tout article de journal peut être reproduit par un autre journal, si la reproduction n'en est pas expressément interdite. Toutefois, la source doit être indiquée; la sanction de cette obligation est déterminée par la législation du pays où la protection est réclamée.

La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse.

Art. 10.

En ce qui concerne la faculté de faire licitement des emprunts à des oeuvre littéraires ou artistiques, pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique, ou pour des chrestomathies, est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existants ou à conclure entre eux.

Art. 11.

Les stipulations de la présente Convention s'appliquent à la représentation publique des oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales, et à l'exécution publique des oeuvres musicales, que ces oeuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'oeuvres dramatiques ou dramatico-musicales sont, pendant la durée de leur droit sur l'oeuvre originale, protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Pour jouir de la protection du présent article, les auteurs, en publiant leurs oeuvres, ne sont pas tenus d'en interdire la représentation ou l'exécution publique.

Art. 12.

Sont spécialement comprises parmi les reproductions illicites, au-

quelles s'applique la présente Convention, les appropriations indirectes non autorisées d'une ouvrage littéraire ou artistique, telles que adaptations, arrangements de musique, transformations d'un roman, d'une nouvelle ou d'une poésie en pièce de théâtre et réciproquement, etc., lorsqu'elles ne sont que la reproduction de cet ouvrage, dans la même forme ou sous une autre forme, avec des changements, additions ou retranchements, non essentiels, et sans présenter le caractère d'une nouvelle oeuvre originale.

Art. 13.

Les auteurs d'oeuvres musicales ont le droit exclusif d'autoriser: 1° l'adaptation de ces oeuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement; 2° l'exécution publique des mêmes oeuvres au moyen de ces instruments.

Des réserves et conditions relatives à l'application de cet article pourront être déterminées par la législation intérieure de chaque pays, en ce qui le concerne; mais toutes réserves et conditions de cette nature n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies.

La disposition de l'alinéa 1er n'a pas d'effet rétroactif et, par suite, n'est pas applicable, dans un pays de l'Union, aux oeuvres qui, dans ce pays, auront été adaptées licitement aux instruments mécaniques avant la mise en viguer de la présente Convention.

Les adaptations faites en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article et importées, sans autorisation des parties intéressées, dans un pays où elles ne seraient pas licites, pourront y être saisies.

Art. 14.

Les auteurs d'oeuvres littéraires, scientifiques ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser la reproduction et la représentation publique de leurs oeuvres par la cinématographie.

Sont protégées comme oeuvres littéraires ou artistiques les productions cinématographiques lorsque, par les dispositifs de la mise en scène ou les combinaisons des incidents représentés, l'auteur aura donné à l'oeuvre un caractère personnel et original.

Sans préjudice des droit de l'auteur de l'oeuvre originale, la reproduction par la cinématographie d'une oeuvre littéraire, scientifique ou artistique est protégée comme une oeuvre originale.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la reproduction ou production obtenue par tout autre procédé analogue à la cinématographie.

Art. 15.

Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente Convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union, à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leur nom soit indiqué sur l'ouvrage en la manière usitée.

Pour les oeuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Art. 16.

Toute oeuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'oeuvre originale a droit à la protection légale.

Dans ce pays, la saisie peut aussi s'appliquer aux reproductions provenant d'un pays où l'oeuvre n'est pas protégée ou a cessé de l'être.

La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Art. 17.

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Uninn de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Art. 18.

La présente Convention s'applique à toutes les oeuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.

Cependant, si une oeuvre, par l'expiration de la durée de protection qui lui était antérieurement reconnue, est tombée dans le domaine public du pays où la protection est réclamée, cette oeuvre n'y sera pas protégée à nouveau.

L'application de ce principe aura lieu suivant les stipulations contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet entre pays de l'Union. A défaut de semblables stipulations, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à cette application.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas de nouvelles accessions à l'Union et dans le cas où la durée de la protection serait étendue par l'application de l'art. 7.

Art. 19.

Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application de dispositions plus larges qui seraient édictées par la législations d'un pays de l'Union en faveur des étrangers en général.

Art. 20.

Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre aux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables.

Art. 21.

Est maintenu l'office international institué sous le nom de « Bureau de l'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques ».

Ce Bureau est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération Suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

La langue officielle du Bureau est la langue française.

Art. 22.

Le Bureau international centralise les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits des auteurs sur leurs oeuvres littéraires et artistiques. Il les coordonne et les publie. Il procède aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique, en langue francaise, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser, d'un commun accord, le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues, pour le cas où l'espérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international doit se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir, sur les questions relatives à la protection des oeuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

Le directeur du Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union.

Art. 23.

Les dépenses du Bureau de l'Union internationale sont supportées en commun par les Pays contractants. Jusqu'à nouvelle décision,

elles ne pourront pas dépasser la somme de soixante mille francs par année. Cette somme pourra être augmentée au besoin par simple décision d'une des Conférences prévues à l'article 24.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les Pays contractants et ceux qui adhéreront ultérieurement à l'Union son divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re	classe	25 unités
2me	»	20 »
3me	»	15 »
4me	»	10 »
5me	»	5 »
6me	»	3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Chaque pays déclarera, au moment de son accession, dans laquelle des susdites classes il demande à être rangé.

L'Administration suisse prépare le budget du Bureau et en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

Art. 24.

La présente Convention peut être soumise à des révisions en veu d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, sont traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays. L'Administrations du pays où doit siéger une Conférence prépare, avec le concours du Bureau international, les travaux de celle-ci. Le directeur de Bureau assiste aux séances des Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.

Aucun changement à la présente Convention n'est valable pour l'Union que moyennant l'assentiment unanime des pays qui la composent.

Art. 25.

Les Etats étrangers à l'Union et qui assurent la protection légale des droits faisant l'objet de la présent Convention, peuvent y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente Convention. Toutefois, elle pourra contenir l'indication des dispositions de la Convention du 9 septembre 1886 ou de l'Acte additionnel du 4 mai 1896 qu'ils jugeraient nécessaire de substituer, provisoirement au moins, aux dispositions correspondantes de la présente Convention.

Art. 26.

Les Pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies ou possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies ou possessions sont comprises dans l'accesssion, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération Suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Art. 27.

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Etats contractants, la Convention de Berne du 9 septembre 1886, y compris l'Article additionnel et le Protocole de clôture du même jour, ainsi que l'Acte additionnel et la Déclaration interprétative du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur dans les rapports avec les Etats qui ne ratifieraient pas la présente Convention.

Les Etats signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratifications, déclarer qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement.

Art. 28.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin au plus tard le 1er juillet 1910.

Chaque Partie contractante remettra, pour l'échange des ratifications, un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de la Confédération Suisse. Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

Art. 29.

La présente Convention sera mise à exécutions trois mois après l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Art. 30.

Les Etats qui introduiront dans leur législation la durée de protection de cinquante ans prévue par l'article 7 alinéa 1er, de la présente Convention, le feront connaître au Gouvernement de la Confédération Suisse par une notification écrite qui sera communiquée aussitôt par ce Gouvernement à tous les autres Etats de l'Union.

Il en sera de même pour les Etats qui renonceront aux réserves faites par eux en vertu des articles 25, 26 et 27.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait a Berlin, le 13 novembre mil neuf cent huit, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Pays contractants.

Pour l'Allemagne:

(*L. S.*) Dr. K. Von Studt
» Von Koerner
» Dungs
» Goebel Von Harrant
» Robolski
» Josef Kohler
» Osterrieth

Pour la Belgique:

(*L. S.*) Comte Della Faille de Leverghem
» Jules de Borchgrave
» Wauwermans

Pour le Danemark:

(*L. S.*) J. Hegermann Lindencrone

Pour l'Espagne:

(*L. S.*) Luis Polo de Bernabé
» Eugenio Ferraz

Pour la France:

(*L. S.*) Jules Cambon.
» E. Lavisse.
» Paul Hervieu.
» L. Renault.
» Gavarry.
» G. Breton.
» Georges Lecomte.

Pour la Grande-Bretagne:

(*L. S.*) H. G. Bergne.
» George R. Askwith.
» J. de Salis.

Pour l'Italie:

(*L. S.*) Pansa.
» Luigi Roux.
» Samuele Ottolenghi.
» Emilio Venezian.
» Avv. Augusto Ferrari.

Pour le Japon:

(*L. S.*) Mizuno Rentaro.
» Horiguchi Kumaichi.

Pour la République de Libéria:

(*L. S.*) Von Koerner.

Pour le Luxembourg:

(*L. S.*) Comte de Villers.

Pour Monaco:

(*L. S.*) Baron de Rolland.

Pour la Norvège:

(*L. S.*) Klaus Hoel.

Pour la Suède:

(*L. S.*) Taube.
» P. M. Af Ugglas.

Pour la Suisse:

(*L. S.*) Alfred von Claparède.
» W. Kraft.

Pour la Tunisie:

(*L. S.*) Jean Gout.

(*Traduzione*).

CONVENZIONE DI BERNA RIVEDUTA per la protezione delle opere letterarie ed artistiche

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'impero germanico; Sua Maestà il Re dei belgi; Sua Maestà il Re di Danimarca; Sua Maestà il Re di Spagna; il Presidente della Repubblica francese; Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda, Imperatore delle Indie; Sua Maestà il Re d'Italia; Sua Maestà l'Imperatore del Giappone; il Presidente del'a Repubblica di Liberia; Sua Altezza Reale il Gran Duca di Lussemburgo, Duca di Nassau; Sua Altezza serenissima il Principe di Monaco; Sua Maestà il Re di Norvegia; Sua Maestà il Re di Svezia; il Consiglio federale della Confederazione Svizzera; Sua Altezza il Bey di Tunisi;

Egualmente animati dal desiderio di proteggere nel modo più efficace ed uniforme che sia possibile i diritti degli autori sulle loro opere letterarie ed artistiche,

Hanno deciso di concludere una Convenzione allo scopo di rivedere la Convenzione di Berna del 9 settembre 1886, l'articolo addizionale ed il Protocollo di chiusura aggiunti alla stessa Convenzione, come pure l'atto addizionale e la dichiarazione interpretativa di Parigi, del 4 maggio 1896.

Hanno, perciò, nominato a loro plenipotenziari:

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia:

Sua Eccellenza il dottor von Studt, ministro di Stato reale prussiano;

Sua Eccellenza il dottor von Koerner, consigliere intimo effettivo, direttore al dicastero degli affari esteri;

Il signor dottor Dungs, consigliere intimo superiore di governo, consigliere relatore al dicastero della giustizia;

Il signor dottor Goebel von Harrant, consigliere intimo di legazione, consigliere relatore al dicastero degli affari esteri;

Il signor Robolski, consigliere intimo superiore di governo, consigliere relatore al dicastero dell'interno:

Il signor dottor Kohler, consigliere intimo di giustizia, professore alla facoltà di diritto dell'Università di Berlino;

Il signor dottor Osterrieth, professore, segretario generale dell'Associazione per la protezione della proprietà industriale.

Sua Maestà il Re dei Belgi:

Il signor conte Della Faille de Leverghem, consigliere di legazione a Berlino;

Il signor J. De Borchgrave, avvocato presso la corte di appello di Bruxelles, già membro della Camera dei rappresentanti;

Il signor P. Wauwermans, avvocato presso la Corte d'appello di Bruxelles, membro della Camera dei rappresentanti.

Sua Maestà il Re di Danimarca:

Il signor J. H. De Hegermann Lindencrone, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Sua Maestà il Re di Danimarca a Berlino.

Sua Maestà il Re di Spagna:

Sua Eccellenza il signor Luis Polo De Bernabè, ambasciatore straordinario e plenipotenzario di Sua Maestà il Re di Spagna a Berlino;

Il signor Eugenio Ferraz y Alcala Galiano, consigliere d'ambasciata a Berlino.

Il presidente della Repubblica francese:

Sua Eccellenza il signor Giulio Cambon, ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica francese a Berlino;

Il signor Ernesto Lavisse, membro dell'Accademia francese, professore alla Facoltà di lettere di Parigi, direttore della scuola normale superiore;

Il signor Paolo Hervieu, membro dell'Accademia francese, presidente della Società degli autori e compositori drammatici;

Il signor Luigi Renault, membro dell'Istituto, ministro plenipotenziario onorario, professore alla Facoltà di diritto di Parigi;

Il signor Fernando Gavarry, ministro plenipoteziario di prima classe, direttore degli affari amministrativi e tecnici al Ministero degli affari esteri;

Il signor Breton, direttore dell'Ufficio nazionale della proprietà industriale;

Il signor Giorgio Lecomte, presidente della Società dei letterati.

Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda, Imperatore delle Indie:

Sir Henri Bergne, già capo del dipartimento commerciale al Ministero degli affari esteri;

Il signor Giorgio Ranken Askwith, del consiglio del Re, assistente segretario al ministero del commercio;

Il signor conte De Salis, consigliere d'ambasciata a Berlino.

Sua Maestà il Re d'Italia:

Sua Eccellenza il comm. Alberto Pansa, ambasciatore straordinario e plenipotenziario di Sua Maestà il Re d'Italia a Berlino;

Il signor comm. Luigi Roux, avvocato, senatore:

Il signor comm. Samuele Ottolenghi, direttore della divisione per la proprietà intellettuale;

Il cav. Emilio Venezian, ingegnere, ispettore dell'insegnamento industriale;

Il signor Augusto Ferrari, avvocato, vice presidente della Società italiana degli autori.

Sua Maestà l'Imperatore del Giappone:

Il signor dott. Misuno Rentaro, consigliere relatore al Ministero dell'interno;

Il signor Horiguchi Kumaichi, secondo segretario di legazione a Stoccolma.

Il Presidente della Repubblica di Liberia:

La delegazione dell'Impero germanico e, in nome di questa, Sua Eccellenza il dottor Von Koerner, consigliere intimo effettivo, direttore al dicastero degli affari esteri.

Sua Altezza Reale il Gran Duca di Lussemburgo Duca di Nassau:

Il signor dottor conte Ippolito De Villers, incaricato d'affari del Lussemburgo a Berlino.

Sua Altezza serenissima il Principe di Monaco:

Il signor barone De Rolland, presidente del tribunale superiore.

Sua Maestà il Re di Norvegia:

Il signor Klaus Hoel, capo divisione al dicastero dei culti e della pubblica istruzione.

Sua Maestà il Re di Svezia:

Il signor conte Taube, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Sua Maestà il Re di Svezia a Berlino;

Il signor barone Peder-Magnus de Ugglas, referendario alla Corte suprema.

Il Consiglio federale della Confederazione Svizzera:

Il signor dottor Alfredo De Claparède, inviato straordinario e ministro plenipotenziario della Confederazione svizzera a Berlino;

Il signor W. Kraft, aggiunto dell'ufficio federale per la proprietà intellettuale.

Sua Altezza il bey di Tunisi:

Il sig. Giovanni Gout, console generale al Ministero degli affari esteri a Parigi.

I quali, dopo essersi comunicati i loro rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, convennero negli articoli seguenti:

Art. 1.

I paesi contraenti sono costituiti in unione per la protezione dei diritti degli autori sulle loro opere letterarie ed artistiche.

Art. 2.

L'espressione « opere letterarie ed artistiche » comprende ogni produzione del dominio letterario scientifico od artistico, qualunque sia il modo o la forma della riproduzione, come: i libri, opuscoli ed altri scritti; le opere drammatiche o drammatico-musicali, le opere coreografiche e le pantomime, la cui messa in scena è fissata per iscritto od altrimenti; le composizioni musicali, con o senza parole; le opere di disegno, pittura, architettura, scultura, incisione e litografia; le illustrazioni, le carte geografiche; i piani, schizzi e lavori plastici relativi alla geografia, alla topografia, all'architettura od alle scienze.

Sono protetti come opere originali, senza pregiudizio dei diritti dell'autore dell'opera originale: traduzioni, adattamenti, riduzioni di musica ed altre riproduzioni trasformate di un'opera letteraria od artistica, come pure le raccolte di differenti opere.

I paesi contraenti sono tenuti ad assicurare la protezione delle opere qui sopra menzionate.

Le opere d'arte applicata all'industria sono protette in quanto permetta di farlo la legislazione interna di ciascun paese.

Art. 3.

La presente convenzione si applica alle opere fotografiche ed alle opere ottenute con un processo analogo alla fotografia. I paesi contraenti sono tenuti ad assicurarne la protezione.

Art. 4.

Gli autori che appartengono ad uno dei paesi dell'Unione godono nei paesi diversi da quello d'origine dell'opera, per le loro opere non pubblicate, o pubblicate per la prima volta in un paese dell'Unione, i diritti che le leggi rispettive concedono attualmente o concederanno in seguito ai nazionali, e così pure i diritti specialmente concessi dalla presente Convenzione.

Il godimento e l'esercizio di questi diritti non sono subordinati ad alcuna formalità; questo godimento e questo esercizio sono indipendenti dalla esistenza della protezione nel paese d'origine dell'opera. Per conseguenza, all'infuori delle stipulazioni della presente Convenzione, l'estensione della protezione, e così pure i mezzi di ricorso garantiti all'autore per salvaguardare i propri diritti, si regolano esclusivamente secondo la legislazione del paese dove è reclamata la protezione.

Si considera come paese d'origine dell'opera: per le opere non pubblicate, quello cui appartiene l'autore; per le opere pubblicate, quello della prima pubblicazione, e per le opere pubblicate simultaneamente in vari paesi dell'Unione, quello fra essi la cui legislazione concede la durata di protezione più breve. Per le opere pubblicate contemporaneamente in un paese estraneo all'Unione ed in un paese dell'Unione, sarà considerato esclusivamente quest'ultimo come il paese d'origine.

Per opere pubblicate vanno intese, nel senso della presente Convenzione, le opere edite. La rappresentazione di un'opera drammatica o drammatico-musicale, l'esecuzione di un'opera musicale, l'esposizione di un'opera d'arte o la costruzione di un'opera di architettura non costituiscono pubblicazione.

Art. 5.

Gli appartenenti ad uno dei paesi dell'Unione, i quali pubblichino per la prima volta le proprie opere in un altro paese dell'Unione, hanno, in quest'ultimo paese, gli stessi diritti degli autori nazionali.

Art. 6.

Gli autori non appartenenti ad uno dei paesi dell'Unione, i quali pubblichino per la prima volta le proprie opere in uno di questi paesi, godono in questo paese i medesimi diritti degli autori nazionali, e negli altri paesi dell'Unione i diritti concessi dalla presente Convenzione.

Art. 7.

La durata della protezione concessa dalla presente Convenzione comprende la vita dell'autore e cinquanta anni dopo la morte di lui.

Tuttavia, nel caso in cui questa durata non fosse uniformemente adottata da tutti i paesi dell'Unione, la durata sarà regolata dalla legge del paese in cui si reclama la protezione, e non potrà eccedere la durata fissata nel paese d'origine dell'opera. I paesi contraenti non saranno, per conseguenza, tenuti ad applicare la disposizione del comma precedente se non nella misura in cui essa sia conciliabile col loro diritto interno.

Per le opere fotografiche e per le opere ottenute con un processo analogo alla fotografia, per le opere postume, per le opere anonime o pseudonime, la durata della protezione è regolata dalla legge del paese in cui si reclama la protezione, senza che questa durata possa eccedere quella fissata nel paese d'origine dell'opera.

Art. 8.

Gli autori di opere non pubblicate che appartengono ad uno dei paesi dell'Unione, e gli autori di opere pubblicate per la prima volta in uno di questi paesi, godono, negli altri paesi dell'Unione, per tutta la durata del diritto sull'opera originale, del diritto esclusivo di fare o di autorizzare la traduzione delle loro opere.

Art. 9.

I romanzi d'appendice, le novelle ed ogni altra opera, sia letteraria, sia scientifica, sia artistica, qualunque ne sia l'oggetto, pubblicati nei giornali o nelle raccolte periodiche d'uno dei paesi dell'Unione, non possono riprodursi negli altri paesi senza il consenso degli autori.

Esclusi i romanzi d'appendice e le novelle, qualunque articolo di giornale può essere riprodotto da un altro giornale se non ne sia espressamente vietata la riproduzione. Tuttavia dovrà indicarsi la fonte; la sanzione di questo obbligo è determinata dalla legislazione del paese dove è reclamata la protezione.

La protezione della presente Convenzione non si applica alle notizie del giorno od ai fatti vari che hanno il carattere di semplici informazioni di stampa.

Art. 10.

Per quanto concerne la facoltà di fare lecitamente degli estratti da opere letterarie od artistiche per pubblicazioni destinate all'insegnamento od aventi carattere scientifico, o per antologie, restano riservati gli effetti della legislazione dei paesi dell'Unione e degli accordi particolari stipulati o da stipularsi fra essi.

Art. 11.

Le stipulazioni della presente Convenzione si applicano alla rappresentazione pubblica delle opere drammatiche o drammatico-

musicali, ed all'esecuzione pubblica delle opere musicali, siano tali opere pubblicate o no.

Gli autori di opere drammatiche o drammatico-musicali sono protetti, per la durata del loro diritto sull'opera originale, contro la rappresentazione pubblica, non autorizzata, della traduzione delle opere loro.

Per godere la protezione del presente articolo gli autori non sono tenuti, nel pubblicare le loro opere, a vietarne la rappresentazione o l'esecuzione pubblica.

Art. 12.

Fra le riproduzioni illecite allo quali si applica la presente Convenzione sono specialmente comprese le appropriazioni indirette, non autorizzate, di un'opera letteraria od artistica, come adattamenti, riduzioni musicali, trasformazioni di un romanzo, di una novella, o di una poesia in opera teatrale e viceversa, ecc., quando esse non sono che la riproduzione di quell'opera, nella stessa o sotto diversa forma, con variazioni, aggiunte o tagli, non essenziali, o senza presentare il carattere di una nuova opera originale.

Art. 13.

Gli autori di opere musicali hanno il diritto esclusivo di autorizzare: 1° l'adattamento di opere ad istrumenti che servono a riprodurle meccanicamente; 2° l'esecuzione pubblica delle opere stesse per mezzo di detti strumenti.

La legislazione interna di ogni paese potrà, in quanto lo concerne, determinare riserve e condizioni relative all'applicazione di questo articolo; ma tutte le riserve e le condizioni di questa specie avranno effetto strettamente limitato al paese che le avesse stabilite.

La disposizione del primo comma non ha effetto retroattivo, e per conseguenza, non è applicabile, in un paese dell'Unione, alle opere che nello stesso paese saranno state lecitamente adattate agli strumenti meccanici prima che entri in vigore la presente Convenzione.

Gli adattamenti fatti in virtù dei comma due e tre del presente articolo ed importati, senza autorizzazione delle parti interessate, in un paese dove non fossero leciti, potranno esservi sequestrati.

Art. 14.

Gli autori di opere letterarie, scientifiche od artistiche hanno il diritto esclusivo di autorizzare la riproduzione e la rappresentazione pubblica delle opere loro per mezzo della cinematografia.

Sono protette come opere letterarie od artistiche le produzioni cinematografiche, quando con le disposizioni della messa in scena, o con le combinazioni degli incidenti rappresentati, l'autore abbia dato all'opera un carattere personale ed originale.

Senza pregiudizio dei diritti dell'opera originale, la riproduzione cinematografica di un'opera letteraria, scientifica od artistica è protetta come un'opera originale.

Le disposizioni che precedono si applicano alla riproduzione od alla produzione ottenuta con qualsiasi altro processo analogo alla cinematografia.

Art. 15.

Perchè gli autori delle opere protette dalla presente Convenzione sieno considerati, fino a prova contraria, come tali, e perciò ammessi, dinanzi ai tribunali dei vari paesi dell'Unione, ad esercitare azioni contro i contraffattori, basta che il loro nome sia indicato sull'opera nel modo consueto.

Per le opere anonime o pseudonime, l'editore il cui nome sia indicato sull'opera è autorizzato a salvaguardare i diritti spettanti all'autore. Egli sarà reputato, senz'altra prova, come un avente causa dall'autore anonimo o pseudonimo.

Art. 16.

Ogni opera contraffatta può essere sequestrata dalle autorità competenti dei paesi dell'Unione dove l'opera originale ha diritto alla protezione legale.

Negli stessi paesi il sequestro può pure applicarsi alle riproduzioni provenienti da un paese ove l'opera non è protetta od ha cessato di esserlo.

Il sequestro è fatto in conformità della legge interna di ciascun paese.

Art. 17.

Le disposizioni della presente Convenzione non possono portare pregiudizio di sorta al diritto spettante al governo di ciascuno dei paesi dell'Unione di permettere, sorvegliare, vietare con misure legislative o di polizia interna, la circolazione, la rappresentazione, l'esposizione di qualsiasi opera o produzione rispetto alla quale l'autorità competente abbia ad esercitare tale diritto.

Art. 18.

La presente Convenzione si applica a tutte le opere le quali al momento in cui essa entra in vigore non sono ancora divenute di pubblico dominio, nel loro paese d'origine, per lo spirare della durata della protezione.

Tuttavia se un'opera, per lo spirare della durata di protezione che le era anteriormente riconosciuta, è caduta nel dominio pubblico del paese dove si reclama la protezione, quest'opera non vi sarà nuovamente protetta.

L'applicazione di questo principio si farà secondo le stipulazioni contenute nelle Convenzioni speciali esistenti o da concludersi a tale effetto fra paesi dell'Unione. Quando manchino tali stipulazioni, i paesi rispettivi regoleranno, ciascuno per quanto lo concerne, le modalità relative a detta applicazione.

Le disposizioni che precedono si applicano ugualmente in caso di nuove accessioni all'Unione e nel caso in cui la durata della protezione fosse estesa in applicazione dell'art. 7.

Art. 19.

Le disposizioni della presente Convenzione non impediscono di reclamare l'applicazione di disposizioni più larghe che fossero emanate dalla legislazione d'un paese dell'Unione in favore degli stranieri in generale.

Art. 20.

I Governi dei paesi dell'Unione si riservano il diritto di stipulare fra loro accordi particolari, in quanto questi accordi conferiscano agli autori diritti più estesi di quelli concessi dall'Unione, o contengano altre stipulazioni non contrarie alla presente Convenzione. Restano applicabili le disposizioni degli accordi esistenti che rispondono alle condizioni precitate.

Art. 21.

È conservato l'ufficio internazionale istituito sotto il nome di « Ufficio internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche ».

Quest'Ufficio è posto sotto l'alta autorità del Governo della Confederazione Svizzera, che ne regola l'organizzazione e ne sorveglia il funzionamento.

La lingua ufficiale dell'Ufficio è la francese.

Art. 22.

L'Ufficio internazionale accentra le informazioni di qualunque sorta relative alla protezione dei diritti degli autori sulle loro opere letterarie ed artistiche. Esso le coordina e le pubblica. Procede agli studi di comune utilità interessanti l'Unione e redige, sulla scorta dei documenti messi a sua disposizione dalle varie amministrazioni, un foglio periodico, in lingua francese, sulle questioni concernenti l'oggetto dell'Unione. I Governi dei paesi dell'Unione si riservano di autorizzare, di comune accordo, l'Ufficio a pubblicare un'edizione in una o più lingue, per il caso in cui l'esperienza ne avesse dimostrato il bisogno.

L'Ufficio internazionale deve sempre tenersi a disposizione dei membri dell'Unione per fornir loro, sulle questioni relative alla protezione delle opere letterarie e artistiche, le informazioni speciali di cui potessero abbisognare.

Il direttore dell'Ufficio internazionale fa un rapporto annuale della sua gestione, il quale è comunicato a tutti i membri dell'Unione.

Art. 23.

Le spese dell'Ufficio dell'Unione internazionale sono sostenute in comune dai paesi contraenti. Fino a nuova decisione, non potranno superare la somma di 60 mila franchi all'anno. Questa somma potrà essere aumentata, quando occorra, con semplice decisione di una delle Conferenze, preveduto all'art. 24.

Per determinare il contributo di ciascun paese alla somma totale delle spese, i paesi contraenti e quelli che ulteriormente aderiranno all'Unione sono divisi in sei classi, ciascuna delle quali contribuirà in proporzioni d'un certo numero d'unità, cioè:

1ª classe	25 unità
2ª »	20 »
3ª »	15 »
4ª »	10 »
5ª »	5 »
6ª »	3 »

Questi coefficienti sono moltiplicati pel numero dei paesi di ciascuna classe e la somma dei prodotti così ottenuti dà il numero di unità per il quale deve essere divisa la spesa totale. Il quoziente dà l'ammontare dell'unità di spesa.

Ogni paese, al momento della sua accessione, dichiarerà in quale delle dette classi chiede di essere inscritto.

L'Amministrazione elvetica prepara il bilancio dell'Ufficio e ne sorveglia le spese, fa le anticipazioni necessarie e stabilisce il conto annuale che sarà comunicato a tutte le altre Amministrazioni.

Art. 24.

La presente Convenzione può essere sottoposta a revisioni allo scopo d'introdurvi miglioramenti atti a perfezionare il sistema dell'Unione.

Le questioni di tale natura, come pure quelle che interessano da altri punti di vista lo sviluppo dell'Unione, sono trattate in Conferenze che avranno luogo successivamente nei paesi dell'Unione fra i delegati dei paesi stessi.

L'amministrazione del paese ove una Conferenza deve adunarsi ne prepara, col concorso dell'Ufficio internazionale, i lavori. Il direttore dell'Ufficio assiste alle sedute delle Conferenze e prende parte alle discussioni senza voto deliberativo.

Non è valida per l'Unione alcuna modificazione alla presente Convenzione se non vi sia l'assenso unanime dei paesi che la compongono.

Art. 25.

Gli Stati estranei all'Unione, che assicurano la protezione legale dei diritti formanti oggetto della presente Convenzione, possono accedervi a loro domanda.

Questa accessione sarà notificata per iscritto al Governo della Confederazione elvetica e da questo a tutti gli altri.

Essa importerà, di pieno diritto, adesione a tutte le clausole ed ammissione a tutti i vantaggi stipulati nella presente Convenzione. Tuttavia potrà contenere l'indicazione delle disposizioni della Convenzione 9 settembre 1886 o dell'atto addizionale 4 maggio 1896, che essi ritenessero necessario di sostituire, provvisoriamente almeno, alle corrispondenti disposizioni della presente Convenzione.

Art. 26.

I paesi contraenti hanno il diritto di accedere in qualunque tempo alla presente Convenzione per le loro colonie o pei loro possedimenti all'estero.

Possono a tale effetto o fare una dichiarazione generale con cui tutte le loro colonie o possedimenti sono compresi nell'accessione o designare espressamente quelle o quelli che vi sono compresi, ovvero limitarsi ad indicare quelle o quelli che ne sono esclusi.

Tale dichiarazione sarà notificata per iscritto al Governo della Confederazione elvetica, e da questo a tutti gli altri.

Art. 27.

La presente Convenzione sostituirà, nei rapporti fra gli Stati contraenti, la Convenzione di Berna del 9 settembre 1886, compresovi l'articolo addizionale ed il protocollo di chiusura dello stesso giorno, come pure l'atto addizionale e la dichiarazione interpretativa del 4 maggio 1896. Gli atti convenzionali precitati resteranno in vigore nei rapporti cogli Stati che non ratificassero la presente Convenzione.

Gli Stati firmatari della presente Convenzione potranno, all'atto dello scambio delle ratifiche, dichiarare che intendono restare ancora vincolati, su questo o quel punto, dalle disposizioni delle convenzioni da essi anteriormente stipulate.

Art. 28.

La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno scambiate a Berlino al più tardi il 1° luglio 1910.

Ognuna delle parti contraenti rimetterà, per lo scambio delle ratifiche, un solo istrumento, che sarà depositato, con quelli degli altri paesi, negli archivi del Governo della Confederazione Svizzera. Ognuna delle parti riceverà in cambio un esemplare del processo verbale di scambio delle ratifiche sottoscritto dai plenipotenziari che vi avranno preso parte.

Art. 29.

La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo lo scambio delle ratifiche e resterà in vigore per un tempo indeterminato, fino a che sia spirato un anno dal giorno in cui ne sarà stata fatta denunzia.

Questa denunzia sarà diretta al Governo della Confederazione Svizzera. Essa non avrà effetto che relativamente al paese che l'avrà fatta, restando la Convenzione in vigore per gli altri paesi dell'Unione.

Art. 30.

Gli Stati che introdurranno nella loro legislazione la durata di protezione di cinquanta anni, prevista dall'articolo 7, primo comma, della presente Convenzione ne daranno partecipazione al Governo della Confederazione Svizzera con una notificazione scritta che sarà tosto comunicata da quel Governo a tutti gli altri Stati dell'Unione.

Lo stesso avverrà per gli Stati che rinunceranno alle riserve da essi fatte in virtù degli articoli 25, 26, 27.

In fede di che, i rispettivi plenipotenziari hanno sottoscritto la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Berlino il 13 novembre 1908 in un solo esemplare, che sarà depositato negli archivi del Governo della Confederazione Svizzera, copia del quale, certificata conforme, sarà rimessa, per la via diplomatica, ai paesi contraenti.

Per la Germania:

(*L. S.*) D.r K. Von Studt.
» Von Koerner.
» Dungs.
» Goebel Von Harrant.
» Robolski.
» Josef Kohler.
» Osterrieth.

Per il Belgio:

(*L. S.*) Comte Della Faille de Leverghem.
» Jules De Borchgrave.
» Wauwermans.

Per la Danimarca.

(*L. S.*) J. Hegermann Lindencrone.

Per la Spagna:

(*L. S.*) Luis Polo De Bernabé
» Eugenio Ferraz.

Per la Francia:

(*L. S.*) Jules Cambon.
» E. Lavisse.
» Paul Hervieu.
» L. Renault.

(*L. S.*) Gavarry.
» G. Breton.
» Georges Lecomte.

Per la Gran Bretagna:

(*L. S.*) A. G. Bergne.
» George R. Askwith.
» J. de Salis.

Per l'Italia:

(*L. S.*) Pansa.
» Luigi Roux.
» Samuele Ottolenghi.
» Emilio Venezian.
» Avv. Augusto Ferrari.

Per il Giappone:

(*L. S.*) Misuno Rentaro.
Horiguchi Kumaichi.

Per la Repubblica di Liberia:

(*L. S.*) Von Koerner.

Per il Lussemburgo:

(*L. S.*) Comte de Villers.

Per Monaco:

(*L. S.*) Baron de Rolland.

Per la Norvegia.

(*L. S.*) Klaus Hoel.

Per la Svezia:

(*L. S.*) Taube.
» P. M. Af Ugglas.

Per la Svizzera:

(*L. S.*) Alfred von Claparède.
» W. Kraft.

Per Tunisi:

(*L. S.*) Jean Gout.

R. COMMISSIONE DELLE PREDE
funzionante in esito alla guerra italo-turca

Circa il prodotto della preda per la cattura del veliero *Aghios-Georghios.*

L'avv. Giacomo Carretto, commissario designato ai sensi dell'art. 240 del Codice della marina mercantile, con decreto presidenziale 5 agosto 1913, per formare lo stato di ripartizione del prodotto delle prede fra gli aventi diritto;

Considerato che, come risulta dalla sentenza di questa Commissione in data 12 marzo-13 maggio 1913, il veliero *Aghios-Georghios* approdò nel porto di Palermo il 16 novembre 1911, e sulle informazioni di quella capitaneria di porto il ministro della marina, ne ordinò il sequestro, come di nave battente bandiera nemica; il quale sequestro fu eseguito con verbale 28 novembre 1911;

Che procedutosi ad inchiesta, e trasmessi gli atti relativi al commissario del Governo presso la Commissione delle prede, questi con richiesta 4 giugno 1912 fece istanza per la legittimazione della preda sia in rapporto alla nave che al carico;

Che la Commissione con la sentenza anzidetta dichiarò legittima la cattura del veliero e giudicando buona la preda ne ordinò la confisca ai sensi e per tutti gli effetti di legge a favore dello Stato italiano, mentre dichiarò non confiscabile il carico;

Che in seguito a tale giudizio il veliero summentovato venne venduto ai pubblici incanti dalla R. capitaneria di porto di Palermo per la somma di L. 11.000, da cui debbono essere detratte le spese;

Che ai sensi dell'art. 240 Codice marina mercantile, gli atti della vendita furono, con nota 16 settembre 1914, rimessi al presidente della Commissione, il quale li comunicò al commissario sottoscritto;

RITENUTO

Che il caso in esame non è previsto dalle disposizioni contenute negli articoli 229 e seguenti Codice marina mercantile, nonchè nel R. decreto n. 1325 in data 1° dicembre 1912, per la ripartizione delle cose confiscate durante la guerra con la Turchia;

Che, come già fu osservato nel provvedimento 29 marzo 1914, confermato con la sentenza della Commissione 14 giugno-3 luglio stesso anno, in rapporto al sequestro del veliero *Vasilios*, data la natura eccezionale delle disposizioni anzidette, non è dato all'interprete di estenderne per analogia l'efficacia a casi non espressi, tanto più che anche se l'analogia potesse in tal materia essere invocata, certo non ricorrerebbe nel caso in esame, mancando una qualsiasi azione bellica;

Che perciò nessuna partecipazione alla preda spetta alla capitaneria di porto di Palermo, la quale diede le informazioni determinatrici del sequestro, e nulla nemmeno spetta alla Cassa invalidi per la marina mercantile;

Per questi motivi:

Visto l'art. 240 Codice della marina mercantile;

Dichiara non farsi luogo lo stato di ripartizione del prodotto della vendita dell'*Aghios-Georghios* in L. 11.000, la quale somma, dedotte le spese occorse, resta devoluta alle finanze dello Stato.

Ordina la pubblicazione del presente provvedimento nella *Gazzetta ufficiale* del Regno, affinchè gli interessati che si ritengono lesi possano, nel termine di un mese (art. 241 Codice marina mercantile), portare alla Commissione le loro contestazioni, trasmettendole al presidente nei modi di cui all'art. 20 del regolamento per la Commissione 5 dicembre 1911.

Roma, 10 ottobre 1914.

Il commissario ripartitore
G. Carretto.

Il segretario
G. Fusignani.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Divieto di esportazione.

Essendosi accertata la presenza della fillossera nella parte del comune di Città Sant'Angelo, in provincia di Teramo, ritenuto fino ora immune, è stato, con decreto odierno, abrogato quello in data 2 agosto 1906 ed esteso a tutto, anzichè ad una sola parte di detto Comune il divieto di esportazione di talune materie indicate nelle lettere *a*, *b*, *c*, del testo unico delle leggi antifillosseriche.

Amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli Istituti di previdenza

Direzione generale della Cassa depositi e prestiti

Sezione autonoma di credito comunale e provinciale

AVVISO

Si notifica che, in adempimento di quanto dispone l'art. 9 (parte II, libro II) del testo unico approvato con R. decreto 2 gennaio 1913, numero 453, ed in conformità delle prescrizioni contenute negli articoli 46 e 63 del regolamento approvato con R. decreto 5 luglio 1908, n. 471, nel giorno 9 novembre 1914, incominciando alle ore 9, si procederà, in una delle sale a pianterreno del palazzo della Cassa depositi e prestiti, con accesso da via Goito, alle seguenti operazioni in ordine alle cartelle ordinarie 4 0[0 di Credito comunale e provinciale:

a) estrazione a sorte, dalla prima delle tre urne contenenti le cartelle ordinarie 4 0[0 vigenti a tutt'oggi, di schede in rappresentanza di n. 4557 cartelle per il complessivo capitale nominale di lire novecentoundicimilaquattrocento (L. 911.400), da sorteggiarsi in relazione alle quote di capitale, comprese nelle annualità scadenti nel 2° semestre 1914, con avvertenza che, tenuto conto del precedente avanzo di L. 36,77 (veggasi *Gazzetta ufficiale* n. 102 del 30 aprile 1914), restano disponibili L. 58,39 da conteggiarsi nella estrazione del 1° semestre 1915;

b) estrazione a sorte, dalla seconda urna, di schede in rappresentanza di n. 1886 cartelle per il complessivo capitale nominale di lire trecentosettantasettemiladuecento (L. 377.200), da sorteggiarsi in relazione alle quote di capitale comprese nelle annualità scadenti nel 2° semestre 1914 con avvertenza che, tenuto conto del precedente avanzo di L. 11,59 (veggasi *Gazzetta ufficiale* n. 102 del

30 aprile 1914), restano disponibili L. 69,61, da conteggiarsi nella estrazione del 1° semestre 1915;

c) estrazione a sorte, dalla terza urna, di schede in rappresentanza di n. 1717 cartelle per il complessivo capitale nominale di lire trecentoquarantatremilaquattrocento (L. 343.400) da sorteggiarsi in relazione alle quote di capitale comprese nelle annualità scadenti nel 2° semestre 1914, con avvertenza che, tenuto conto del precedente avanzo di L. 61,29 (veggasi *Gazzetta ufficiale* n. 102 del 30 aprile 1914), restano disponibili L. 12,68 da conteggiarsi nella estrazione del 1° semestre 1915.

In occasione delle anzidette operazioni verrà eseguito l'abbruciamento dei titoli al portatore 4 0[0 di Credito comunale e provinciale, sorteggiati a tutta la 33ª estrazione (maggio 1914) e rimborsati totalmente.

Alle operazioni stesse potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione saranno pubblicati i numeri d'iscrizione delle cartelle sorteggiate.

Dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti.

Roma, 16 ottobre 1914.

Il direttore generale
GALLI.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

UFFICIALI IN SERVIZIO PERMANENTE.

Arma dei carabinieri reali.

Con R. decreto del 1° ottobre 1914:

Boccia Benedetto, capitano, collocato in posizione ausiliaria, per età, dal 9 ottobre 1914.

Mazzuca Marcello, tenente, a disposizione Ministero marina, cessa di essere a disposizione dell'anzidetto Ministero, dal 30 settembre 1914.

Lucente Edoardo, id., collocato a disposizione Ministero marina, dal 30 settembre 1914.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

Vagliviello Arturo, sottotenente, promosso tenente dal primo luglio 1914.

Promozioni e trasferimenti nell'arma dei carabinieri reali con anzianità 30 ottobre 1914:

Capitano promosso maggiore:

Filipponi cav. Guido.

Tenenti promossi capitani:

Massa cav. Pier Luigi — Andreani Pietro — Gay Emilio — Mazzuca Marcello — Corini Giacinto.

Sottotenenti promossi tenenti:

Chiurazzi Ettore — Depasquale Sante — Cioffoletti Giulio — Missionario Edoardo — Rio Carmelo — De Notter Silverio.

I seguenti sottotenenti nell'arma dei carabinieri reali sono promossi al grado di tenente con anzianità 30 settembre 1914:

Severini Adello — Di Jorio Domenicangelo — Menichetti Antonio — Bartoloni Paride — Nellegitti Enrico — Bruschetti Luigi.

Tenente di fanteria trasferito nell'arma dei carabinieri reali:

Marchegiano Alfredo.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 17 settembre 1914:

Tonti Ulderico, capitano, nominato sostituto ufficiale istruttore aggiunto tribunale militare Verona dal 16 ottobre 1914.

Con R. decreto del 20 settembre 1914:

Mazzucco cav. Ettore, maggiore, a disposizione Ministero colonie cessa di essere a disposizione dell'anzidetto Ministero.

Con R. decreto del 4 agosto 1914:

Gazzera Mario, tenente, promosso capitano con anzianità 16 agosto 1914.

I seguenti ufficiali nell'arma di fanteria e nel corpo di stato maggiore sono promossi al grado superiore nell'arma di fanteria, con anzianità 30 settembre 1914:

Maggiori promossi tenenti colonnelli:

Malliani cav. Emanuele — Ghisolfi cav. Adolfo — Molina cav. Luigi — Mayer cav. Alfredo — Gianinazzi cav. Carlo — Buelli cav. Gaetano.

Capitani promossi maggiori:

De Rossi Antonio — Cirillo Goffredo — Vivona Francesco — Testa Fochi Cesare — Bonicatti Luigi — Gabrielli nobile patrizio di Tropea Alfredo — Nascimbene Clelio — Bovis Teramo — Manfredini Mario — Dogliotti cav. Francesco — Fasolis Nestore — Grange Benedetto — Chisini cav. Lamberto — Orso Eugenio.

Tenenti promossi capitani:

Tartarini Antonio — Giannola Umberto — Amendola Adalgiso — Abbatecola Raffaele — Romanelli Umberto — Bauzano Augusto — Meoli Attilio — Miani Emilio — Oppizzi Pietro — Marchesi Luigi — Della Chiesa nobile dei conti di Cervignaco cav. Alberto — Riva Lorenzo — Cubeddu Luigi — Villa cav. Vincenzo — Lanari Angelo — Melegari conte palatino Carlo — Romano Francesco — Sanna Salvatore — Pojaghi Alessandro — Cocilovo Francesco — Bottaro Pietro — Odello Celso — Zanazzo Attilio, — Agnesotti Costantino — Lucchesi Gio. Battista — Odello Domenico — Platania Giuseppe — Ferraro Amedeo — Cornaglia Tommaso — Pezzi Giovanni — Calvani Michele — Massaglia Francesco — Arrighi nob. Antonio — Ferrari Ardicini nob. Giovanni — Bartolotti Domenico — Ronchey Giacomo — Manzini Antonio — De Simeonibus Luigi — Moscati Ettore — Salvi Arturo — Gatto Roissard, nob. Leonardo — De Vecchi Giuseppe — Spatocco Carlo.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 23 agosto 1914:

Beltrandi Giovanni, capitano aspettativa per riduzione di quadri, richiamato in servizio effettivo, dal 20 agosto 1914.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Kingsland Alberto, tenente, collocato, a sua domanda, in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

Rossi-Toesca cav. Alessandro, tenente colonnello comandante cavalleggeri di Aquila — Lanfranco cav. Pietro, id. id. comandante cavalleggeri Guide, promossi colonnelli con anzianità 30 settembre 1914, continuando nei comandi anzidetti.

I seguenti ufficiali nell'arma di cavalleria sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Maggiore promosso tenente colonnello:

Franchini cav. Luigi.

Capitani promossi maggiori:

Devoto Riccardo — De Margherita Carlo.

Tenenti promossi capitani:

Maresca Francesco — Delleani Attilio — Crozza Oderigo.

Arma di artiglieria.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Nicolardi Tullio, sottotenente, collocato, a sua domanda, in aspetta-

tiva per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio.

Con R. decreto del 27 settembre 1914:

Cagnardi cav. Gaudenzio, colonnello comandante 4 artiglieria campagna, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 3 ottobre 1914.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

Gamberini conte e patrizio di Imola cav. Armando, tenente colonnello direttore artiglieria di La Maddalena, promosso colonnello per anzianità, dal 1° ottobre 1914, e nominato comandante 4 artiglieria campagna dal 3 ottobre 1914.

Bertolè cav. Vittorio, id. id. comandante 1° artiglieria montagna, promosso colonnello con anzianità 3 ottobre 1914, continuando nell'attuale comando.

I seguenti ufficiali nell'arma di artiglieria sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Maggiore promosso tenente colonnello:

Testa Di Marsciano conte cav. Giacomo.

Capitani promossi maggiori:

Tommasi nob. Angelo — Cannoniere cav. Alfredo — Olivero cav. Francesco — Venzi cav. Emilio — Arata cav. Luigi.

I seguenti tenenti di artiglieria sono promossi al grado di capitano a scelta con anzianità 30 settembre 1912:

Traldi Sergio — Forfori Tommaso.

Gorini cav. Alessandro, tenente colonnello, collocato a disposizione Ministero guerra.

Con R. decreto dell' 8 ottobre 1914:

I seguenti tenenti nell'arma di artiglieria sono promossi al grado di capitano, a scelta, con l'anzianità per essi indicata:

Con anzianità 31 dicembre 1912.

Pratolongo Armando.

Anzianità 31 marzo 1913:

Borgonzi Antonio — Zimaglia Bernardo.

Arma del genio.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali nell'arma del genio sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Tenenti promossi capitani:

Luciano Enrico — Bassi Arpio.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto del 27 settembre 1914:

Fusco cav. Emilio, maggiore medico, collocato in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio.

Simoni cav. Giuseppe, id. id., id. id. id. id.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali medici sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Capitani promossi maggiori:

Brunello Augusto — Cantafora cav. Nicola — Cimino Francescantonio — Grillo Ettore — Memmo cav. Giovanni.

I seguenti ufficiali medici sono promossi al grado superiore con riserva di anzianità:

Tenenti promossi capitani:

Bruno Francesco — Sassoli cav. Ernesto — Battistini Camillo — Perrier Stefano — De Bernardinis Virginio — Crespellani Carlo — Caccio Vito — Scibetta Gaetano — Citelli Alessandro — Forti Igino — De Simone Giuseppe — Mazzetti Carlo — Cucinotta Alfredo — Giagnoni Pietro — Manganaro Carmelo — Azzaro Giuseppe — Visconti Giuseppe.

I seguenti tenenti medici sono dispensati dal servizio attivo permanente, a loro domanda, ed inscritti nel ruolo degli ufficiali medici di complemento:

Sambataro Giuseppe — Di Giulio Cesare — Natali Augusto.

Corpo di commissariato militare.

Ufficiali commissari.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali commissari in servizio attivo permanente sono promossi al grado superiore, con anzianità 30 settembre 1914:

Capitani promossi maggiori:

Gatti Carlo — Biagioni Gazzoli cav. Luigi.

Ufficiali di sussistenza.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali di sussistenza in servizio attivo permanente sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Tenenti promossi capitani:

Merante Domenico — Dell'Angelo Vittorio — Japoce Eduardo — Pace Alfredo.

I seguenti sottotenenti di complemento dei corpi amministrativi appartenenti al corpo di occupazione della Libia, sono nominati sottotenenti in servizio attivo permanente nel corpo di commissariato (ruolo di sussistenza):

Zambelli Enrico — Aprile Luigi — Cannata Pericle — Persani Luca — Valle Vittorio — Roncati Giuseppe Egidio — La Gamba Francesco — Cimino Vittorio — Canni Vincenzo — Lenzi Dino — Catalani Giacomo — Cervi Augusto.

Corpo d'amministrazione.

Con R. decreto del 13 agosto 1914:

Stiattesi Temistocle, capitano, collocato in posizione ausiliaria, per età, dal 30 agosto 1914.

Con R. decreto del 10 settembre 1914:

Gallina cav. Enrico, tenente colonnello, collocato in aspettativa per infermità temporanee non provenienti dal servizio.

Con R. decreto del 17 settembre 1914:

Botteri cav. Emanuele, maggiore, collocato in aspettativa per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali d'amministrazione sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Maggiori promossi tenenti colonnelli:

Nisi cav. Vincenzo — Soleri cav. Giuseppe.

Capitani promossi maggiori:

Vaccari cav. Oreste — Achillini Ettore — Carolei Alfonso — Testa cav. Antonio — Zanzi Arturo.

Corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Della Valle Carlo, tenente in aspettativa per infermità provenienti da cause di servizio, richiamato in servizio effettivo.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti ufficiali nel corpo veterinario militare sono promossi al grado superiore con anzianità 30 settembre 1914:

Tenenti promossi capitani:

Neroni Roberto — Ciamei Ercole.

IMPIEGATI CIVILI.

Personale della giustizia militare.

Con R. decreto del 10 settembre 1914:

Montesanti dott. Gioacchino, sostituto segretario di 2ª classe, accettate le volontarie dimissioni dall'impiego dal 16 settembre 1914.

Farmacisti militari di complemento.

Con R. decreto del 3 settembre 1914:

I seguenti militari in congedo, diplomati in farmacia, sono nominati farmacisti militari di complemento di 3ª classe:

Surigo Gaetano — Brighi Attilio — Chisoli Pietro.

Con R. decreto del 10 settembre 1914:

De Longis Francesco, militare in congedo, diplomato in farmacia, nominato farmacista militare di complemento di 3ª classe.

Con R. decreto del 17 settembre 1914:

Babini Vincenzo, militare in congedo, diplomato in farmacia, nominato farmacista militare di complemento di 3ª classe.

Ragionieri geometri del genio.

Con R. decreto del 6 agosto 1914:

Regè Alberto, primo ragioniere geometra di 2ª classe, collocato, a sua domanda, in aspettativa per infermità comprovata, con l'annuo assegno di L. 2000, dal 16 agosto 1914.

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con decreto Ministeriale del 1° febbraio 1914:

Amoretti cav. Ernesto, capitano fanteria, richiamato in servizio temporaneo dal 1° febbraio 1914.

Ufficiali di complemento.

Con R. decreto del 30 agosto 1914:

De Stefano Pietrantonio, sergente di cavalleria in congedo, nominato sottotenente di complemento, arma di cavalleria.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Leone Francesco, sottotenente fanteria, trasferito nel corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 13 settembre 1914:

Pinardi Giuseppe, militare di 1ª categoria, laureato in medicina e chirurgia, nominato sottotenente medico di complemento.

Pulvino Orazio, militare di 1ª categoria, laureato in zooiatria, nominato sottotenente di complemento nel corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 17 settembre 1914:

Visani Marsilio, sottotenente fanteria, trasferito nel corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 1° ottobre 1914:

Serafini Luigi, tenente fanteria, accettata la volontaria rinunzia al grado.

I seguenti ufficiali di complemento, arma di fanteria, cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento, a loro domanda, e sono inscritti nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale:

Isolabella Lodovico, tenente — Pantanetti Giuseppe, id. — Pepe Vincenzo, sottotenente.

I seguenti militari di 1ª categoria, laureati in medicina e chirurgia, sono nominati sottotenenti medici di complemento:

Sinigaglia Bruno — Faruffini Antonio — De Carli Gustavo — Guarnaccia Girolamo — Sertorio Giosuè — Nota Nicola — Pastore Francesco — Patruno Luigi — Papa Alfonso — Principato Roberto — Chimenti Achille — Sabatini Arturo — Biasioli Umberto — Venturelli Giovanni — Scarpis Enrico — Memeo Riccardo — Casella Benedetto — Ventura Casimiro — Mereu Manfredi — Lampis Edoardo — Ferraro Armando — Mirabelli Giuseppe — Colli Renzo — Tomellini Luigi — Pisacane Pietro.

Cannata Giuseppe, militare di 2ª categoria, laureato in medicina e chirurgia, nominato sottotenente medico di complemento.

Lanza Vincenzo, militare di 1ª categoria, laureato in zooiatria, nominato sottotenente di complemento nel corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 4 ottobre 1914:

I seguenti tenenti di fanteria, cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento, a loro domanda, e sono inscritti nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale:

Martelli Domenico — Gatti Salvatore — Vivona Domenico — Cambiaggio Ugo.

Roberti Roberto, sottotenente fanteria, trasferito nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Baraldi Umberto, sottotenente 5 artiglieria fortezza — Loi Domenico, tenente 4 genio, accettate le volontarie rinuncie al grado.

Con R. decreto del 17 settembre 1914:

Gallenga cav. Romeo, militare di 3ª categoria, nominato sottotenente nella milizia territoriale, arma di cavalleria.

I seguenti militari di truppa, ascritti alla milizia territoriale, sono nominati sottotenenti nella milizia stessa, arma d'artiglieria:

Tommasini Ugo — Valli Luigi.

Con R. decreto del 1° ottobre 1914:

I seguenti militari in congedo ascritti alla milizia territoriale, sono nominati sottotenenti nella milizia stessa, arma di fanteria:

Serra Paolo — Mannini Candido — Anfuso Filippo — Levi Enrico — Ravenna Gino — Lizzio Antonino — Rosso Francesco.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 6 settembre 1914:

Zaccagnino Vincenzo, capitano cavalleria — Lo Bue Francesco, tenente id. — Usiglio Bondi, id. id., accettata la volontaria rinunzia al grado.

Con R. decreto del 1° ottobre 1914:

La Bella Eugenio, tenente fanteria, dispensato da ogni eventuale servizio militare per infermità non provenienti da cause di servizio.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

Disposizioni nel personale dipendente:

Personale di 1ª e 2ª categoria.

Con decreto Ministeriale del 12 giugno 1914:

Villone Luca Vitale, capo d'ufficio a L. 3400, dall' 8 maggio 1914.

A primi ufficiali postali telegrafici a L. 3300, dal 1° maggio 1914:

Castellan cav. Obresto — Bucci Vincenzo — Bossi Michele — Mainoldi Alfonso.

Giordano Pietro, primo ufficiale postale telegrafico a L. 3300, dal 16 maggio 1914.

Canavesi Italo, primo ufficiale postale telegrafico a L. 3300, dal 27 maggio 1914.

A primi ufficiali postali telegrafici a L. 3000, dal 1° maggio 1914:
D'Ambrosio Antonio — Alberzoni Paolo — Ravaglia Luigi.
Massaro Giuseppe, primo ufficiale postale telegrafico a L. 3000, dal 16 maggio 1914.
Ad ufficiali postali telegrafici a L. 2700, dal 1° maggio 1914:
Gobbi Masini Oreste — Ricciuti Michele.
Corsini Giuseppe, ufficiale postale telegrafico a L. 2400, dal 1° maggio 1914.
Olivazzi Lorenzo (rimanendo in aspettativa), ufficiale telegrafico a L. 2550, dal 1° maggio 1914.
Bocci Anna, nata Baglioni, ausiliaria a L. 2200, dal 7 maggio 1914.
Olivieri Daniele Emilio, ufficiale d'ordine a L. 2100, dal 1° maggio 1914.
Bambini Silvio, a ufficiale d'ordine a L. 1950 dal 1° maggio 1914.
A ufficiali d'ordine a L. 1900 dal 1° maggio 1914:
Russo Ernesto — Porrovecchio Vincenzo.
A ufficiali d'ordine a L. 1700 dal 1° maggio 1914:
Mignola Agnello — Giglio Silvestro — Savazzi Luigi — Siotto Francesco — Manfra Carmine — Saturno Gaetano — Monacelli Guido — Staffa Giovanni — Bressanelli Giov. Batta — Sposito Giacomo — Giavarini Gustavo — Cavazzuti Amedeo — Stucovitz Attilio.

Con decreto Ministeriale del 14 giugno 1914:

Magni Davide, a capo d'ufficio a L. 3800 dal 1° dicembre 1913.

Con decreto Ministeriale del 16 giugno 1914:

A capi d'ufficio a L. 3800 dal 1° giugno 1914:
Pelisseri cav. Ernesto — Cacace Giuseppe — Malia Ernesto.
A capi d'ufficio a L. 3400 dal 1° giugno 1914:
Sergiacomi Nazzareno — Quarra Paolo fu Antonio.
Dino-Guida Adolfo, a capo d'ufficio a L. 3400 dall'11 giugno 1914.
A capi d'ufficio a L. 3400 dal 16 giugno 1914:
Germani Asdrubale Giuseppe — Giunipero Luigi — Cutrona Arturo Rosa Agenore — De Norsen Mario — Romanelli Giuseppe — Montauti Arturo — Galli Alberto Pericle — Galliano Ettore — Novelli Giuseppe — Scirocchi cav. Augusto — Gulinelli Eugenio — Ventura rag. Salvatore — Settimi Benvenuto — Falangola Alise — Bernaudo cav. Francesco — Vascon Alessandro — Guidoni Pietro.
Riccardi Nazzareno, ad ufficiale postale telegrafico a L. 2700 dal 1° giugno 1914:
A primi ufficiali telegrafici a L. 3600 dal 1° giugno 1914:
Cecere Luigi — Giuffrida Alessandro.
Mattaruco Flora nata Codognato, ad ausiliaria a L. 1950 dal 19 giugno 1914:
Ottolenghi Foà Clotilde, ad ausiliaria a L. 1900 dal 1° giugno 1914:
Lanni Agostino, ad ufficiale d'ordine a L. 1950 dal 1° aprile 1914:
Poggi Maurizio, ad ufficiale d'ordine a L. 1950 dal 1° giugno 1914:
Azzi Vincenzo, ad ufficiale d'ordine a L. 1700 dal 26 giugno 1914:

Con decreto Ministeriale del 18 giugno 1914:

Gavini Giulio, primo ufficiale telegrafico a L. 3000, dal 7 gennaio 1914.

Con decreto Ministeriale del 20 giugno 1914:

Hiver Alessandro, primo segretario a L. 3500 dal 1° gennaio 1914, collocato temporaneamente fuori ruolo perchè destinato in Colonia.
A capi d'ufficio a L. 3200 dal 1° gennaio 1914:
Genga Felice — Guarnera Alessandro — Bresciani Dino — Sasso Giacomo — Frasa Pietro — Allasia rag. Ernesto — Achilli Domenico — Bruno Nicolò — Boffito Carlo — Pallotta Aurelio — Perisi Armando — Tiezzi Luigi — Pomponi Pietro.

(*Continua*).

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del debito pubblico

AVVISO.

Si notifica che nel giorno di sabato 14 novembre del corrente anno, alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa Direzione generale via Goito, n. 1, in Roma, con libero accesso al pubblico, si procederà colle prescritte formalità, alle seguenti operazioni relative alle obbligazioni da L. 500, emesse pei lavori di sistemazione del Tevere, autorizzati colla legge 6 luglio 1875, e cioè:

30ª estrazione di 160 obbligazioni della 2ª serie 3ª quota, emissione 1883;

28ª estrazione di 142 obbligazioni della 2ª serie 4ª quota, emissione 1884;

28ª estrazione di 142 obbligazioni della 2ª serie 5ª quota, emissione 1885;

20ª estrazione di 259 obbligazioni saldo della 7ª quota della 3ª serie e quota a tutto il 1894-95 della 4ª serie dei lavori.

Con successivo avviso saranno pubblicati i numeri delle obbligazioni sorteggiate.

Roma, 21 ottobre 1914.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Per il direttore capo di divisione
ENRICI.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 22 ottobre 1914, in L. 103,25.

MINISTERO DEL TESORO
E
MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Media dei cambi secondo le comunicazioni delle piazze indicate nel decreto Ministeriale 1° settembre 1914, accertata il giorno 20 ottobre 1914.

Visto il decreto Ministeriale 1° settembre 1914:

La media dei cambi secondo le comunicazioni delle piazze indicate nel decreto Ministeriale predetto è la seguente:

PIAZZA	DENARO	LETTERA
Parigi	102.46	103.20
Londra	25.72 1/2	25 88 1/2
Berlino	117.41	118 65
Vienna	94.—	95 44
New York	5.18 1/2	5 25
Buenos Aires	2.08	2.10
Svizzera	101.36 1/2	102.22 1/2

Cambio medio ufficiale agli effetti dell'art. 39 del Codice di commercio dal 21 al 23 ottobre 1914:

Franchi	102.83
Lire sterline	25.80 1/2
Marchi	118.03
Corone	94.72
Dollari	5.21 3/4
Pesos carta	2.09

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

CRONACA DELLA GUERRA

Secondo un comunicato dello stato maggiore generale russo, i tedeschi sono stati respinti con ingenti perdite nella regione a nord del fiume Pilitza, mentre si difendono ancora accanitamente al sud dello stesso fiume, sulla riva sinistra della Vistola.

Pare dunque che Varsavia sia ormai fuori del pericolo d'una invasione nemica.

Altri importanti successi hanno riportato i russi sugli austro-ungarici presso il San, a valle di Przemyst.

Tuttavia un comunicato ufficiale da Vienna dice che in alcuni scontri all'est di Madyha e a sud di Nagiera i russi sono stati battuti e che i Carpazi e, necessariamente, il territorio ungherese sono liberi dai nemici.

Anche nel settore francese si è combattuto strenuamente per tutta la giornata di ieri. Pare, però, che nè l'uno nè l'altro belligerante abbia riportato reali successi. I francesi hanno potuto solamente arrestare la marcia dei tedeschi dal mare del Nord a La Bassée.

Lo stesso può dirsi dei combattimenti svoltisi all'ovest di Lilla.

Un telegramma ufficiale da Nisch c'informa delle azioni militari che hanno avuto luogo giorni or sono in quel settore. Anche quivi nulla di determinato negli attacchi serbi e in quelli austro-ungarici; però l'Ambasciata d'Austria-Ungheria smentisce recisamente le vittorie serbe annunciate da precedenti comunicati serbo-montenegrini.

A proposito di smentite, la stessa Ambasciata dichiara infondata la notizia che le truppe austro-ungariche operanti in Galizia siano comandate da generali tedeschi.

Nel Sud-Africa la ribellione del generale boero Maritz non ha avuto successo. I ribelli o sono arrestati o si arrendono spontaneamente alle truppe governative.

L'azione militare marittima registra anche oggi l'affondamento di due piroscafi inglesi per opera di sottomarini tedeschi.

L'*Agenzia Stefani* comunica in merito i seguenti telegrammi:

Nisch, 20 (ufficiale). — Nella notte dal 17 al 18 ottobre abbiamo respinto gli attacchi del nemico contro la dogana di Losnitza o contro le posizioni principali sulla Drina al sud di Losnitza.

La notte stessa il nemico dalle alture di Bejania ha bombardato Banovo e Poptjhidelsko Brdo, il ponte sulla Sava e le due isole Zigonlia, ma senza alcun successo.

Il 18 ottobre sono avvenuti combattimenti su tutto il fronte delle nostre truppe in Bosnia. Queste respinsero gli attacchi infliggendo grandi perdite al nemico.

Il giorno stesso il nemico diresse un attacco contro l'ala destra verso Montchevo e tentò di attaccare Eminova, ma questi attacchi furono respinti.

Fu del pari respinto un attacco contro le nostre truppe verso Belgrado e sulla sponda sinistra della Sava verso il ponte sulla ferrovia.

Nulla di notevole sul resto del fronte.

Vienna, 21. — Un comunicato ufficiale in data di oggi a mezzogiorno dice: In un difficile attacco contro le posizioni rinforzate di Felsztyn sino alla strada maestra all'est di Madyka abbiamo guadagnato nuovamente terreno in molti punti, mentre i contro-attacchi russi furono ovunque vani.

La notte scorsa le nostre truppe hanno preso d'assalto l'altura detta Kapplenhoehe al nord di Miznyiec.

A sud dell'altura di Magiera le nostre truppe sono sin da ieri riuscite ad avanzare dai punti occupati verso l'altura stessa.

Sull'ala sinistra meridionale il combattimento è sostenuto principalmente dall'artiglieria.

Mediante l'esteso impiego della moderna fortificazione da campo la battaglia assume in gran parte il carattere di una guerra d'assedio.

Ieri nei Carpazi il passo di Jeblonica, l'ultimo che era ancora occupato da un distaccamento russo, è stato da noi preso.

Non esiste più dunque alcun nemico sul suolo ungherese.

La nostra avanzata nella Bukovina ha raggiunto il Gran Sereth.

Pietrogrado, 21. — Comunicato dello stato maggiore generale: Le truppe tedesche che occupavano le strade conducenti a Varsavia nella regione a nord del fiume Pilitza sono state respinte e ripiegano in piena rotta.

I feriti tedeschi sono stati abbandonati sul campo di battaglia. I tedeschi hanno pure abbandonato le posizioni che avevano preventivamente fortificate.

Le truppe russe spingono vigorosamente l'offensiva su tutto il fronte.

Sulla riva sinistra della Vistola al sud del Pilitza, il territorio di Sandomir continua ad essere occupato dal nemico.

Le truppe russe che si difendevano valorosamente da oltre otto giorni nella regione di Kozenitz nelle condizioni più sfavorevoli e sopportando il fuoco dell'artiglieria pesante dei tedeschi hanno riportato grandi successi il 20 ottobre.

La loro situazione è ora consolidata sulla riva sinistra della Vistola.

I tentativi degli austriaci per passare il San a valle di Przemysl sono stati respinti dalle truppe russe che passano all'offensiva.

Al sud di Przemysl si segnalano distaccamenti appartenenti quasi tutti ai corpi d'armata austriaci che furono battuti nei combattimenti di Galizia.

Vienna, 21. — Il quartier generale annuncia che il barone Erwin Conrad von Hoetzendorf, tenente nel quindicesimo reggimento dragoni, addetto allo stato maggior generale, la mattina del 20 corrente nei combattimenti ad est di Przemysl è rimasto ferito da un colpo di shrapnel nella parte superiore di una coscia. La ferita non desta alcuna apprensione.

Pietrogrado, 21. — Un comunicato ufficiale del quartiere generale dice:

L'esercito tedesco che si era portato su Varsavia, avendo incontrato una forte resistenza da parte delle nostre truppe, ha cominciato ieri la sua marcia di ritirata la quale procede in fretta. Il nemico, premuto dalle nostre truppe, abbandona i suoi feriti e sgombra le sue forti posizioni. Le nostre truppe respingono il nemico alla baionetta e fanno prigionieri i soldati tedeschi che sono sparsi nelle foreste.

Roma, 21. — L'addetto militare dell'Ambasciata russa ha ricevuto il seguente dispaccio da Pietrogrado:

Nessun cambiamento essenziale è stato segnalato il 19 corrente,

Le truppe russe da una parte si trovano in stretto contatto col nemico ed in parte combattono sul fronte che va dal fiume Bzoure da un lato fino al fiume Stryi in Galizia e dall'altro fino alla frontiera della Prussia orientale.

Al sud di Przemysl le nostre truppe continuano a fare prigionieri in massa.

Un intero battaglione austriaco si è arreso con tutti i suoi ufficiali e tutte le sue mitragliatrici.

Berlino, 21. — Il grande stato maggiore comunica dal grande quartier generale, 21 ottobre mattina:

Sulla riva del canale dell'Yser le nostre truppe sono ancora impegnate in un violento combattimento.

Il nemico faceva appoggiare la sua artiglieria dal mare: a nord-ovest di Nieuport una torpediniera inglese è stata messa fuori combattimento dalla nostra artiglieria.

I combattimenti all'ovest di Lilla continuano.

Le nostre truppe sono passate anche colà all'offensiva, hanno respinto in parecchi punti il nemico ed hanno fatto circa 2000 prigionieri inglesi e preso parecchie mitragliatrici.

Sul teatro della guerra orientale nessuna decisione.

Parigi, 21. — Il comunicato ufficiale delle ore 15 dice:

Nella giornata di ieri gli attacchi del nemico furono particolarmente violenti su Nieuport, Dixmude e La Bassée. Tutti furono respinti con estrema energia dagli alleati.

Dovunque, altrove, la situazione non presenta cambiamenti notevoli.

Parigi, 21. — Il comunicato ufficiale delle ore 23 dice:

Alla nostra ala sinistra dal Mare del Nord a La Bassée, sul fronte tra Nieuport fino a Dixmude, da Ypres a Menin, da Warneton a La Bassée ha avuto luogo durante tutta la giornata una violenta battaglia.

Secondo le ultime notizie le forze degli alleati resistono dappertutto.

Nulla da segnalare al centro o all'ala destra.

In Russia l'esercito tedesco che si era portato su Varsavia è stato costretto nella giornata di ieri a una ritirata precipitosa.

Il nemico abbandona le posizioni che aveva organizzato difensivamente. I russi lo inseguono e fanno numerosi prigionieri.

Roma, 21. — L'Ambasciata d'Austria-Ungheria comunica:

1. Le notizie divulgate dall'ufficio stampa serbo relativamente a vittorie presso Kurjacica e sulla collina di Gucevo (dai serbi chiamata collina 703) sono completamente infondate, ciò che risulta anche sufficientemente dal rapporto del comandante dell'esercito generale Petiorek in data 20 ottobre.

2. Le notizie private provenienti da San Giovanni di Medua e riprodotte da qualche giornale, secondo le quali alcuni forti di Serajevo sarebbero minacciati o anche presi, si basano su informazioni completamente prive di fondamento. Un combattimento intorno ai forti di Serajevo non è mai avvenuto.

Il genere delle informazioni di guerra serbe è caratterizzato sufficientemente dal fatto che le truppe serbe sono state informate ufficialmente del prossimo ingresso dei russi a Vienna ed a Budapest.

Roma, 21. — L'Ambasciata d'Austria-Ungheria comunica:

La notizia riprodotta da alcuni giornali che le truppe austro-ungariche operanti in Galizia siano comandate da generali tedeschi è assolutamente insussistente.

Londra, 21 (ufficiale). — L'Alto Commissario pel Sud-Africa annuncia che tre ufficiali e settanta degli uomini sotto il comando di Maritz sono stati arrestati dalla *Imperial Light Horse* e sono ora trattenuti come prigionieri di guerra. Un altro distaccamento di quattro ufficiali e quaranta uomini si è arreso volontariamente; la maggior parte di questi ultimi vorrebbero partecipare al servizio attivo.

Sono stati ricevuti messaggi da altri, i quali dichiarano che hanno intenzione di fuggire o di raggiungere le forze dell'Unione.

Corre voce che Maritz sia in conflitto coi tedeschi, ai quali non piace la sua inazione.

Berlino, 21. — Il *Wolff Bureau* ha da Cristiania:

Si annuncia da Stavanger che il piroscafo inglese *Glitre Salvas* della *Leithlinie* a dodici miglia marittime dalla costa norvegese, è stato colato a fondo da un sottomarino tedesco.

L'equipaggio è stato salvato.

Berlino, 21. — Il *Berliner Tageblatt* ha da Cristiania:

Il piroscafo inglese *Glitner* è stato fermato alle 1 pom., a nove miglia inglesi a sud-ovest di Skudenes, da un sottomarino tedesco. Il piroscafo trasportava carbone. Tre uomini del sottomarino si recarono a bordo, ordinarono di ammainare la bandiera e chiesero i documenti della nave. L'equipaggio della nave ricevette dieci minuti di tempo per imbarcarsi sulle scialuppe di salvataggio. Poi le scialuppe furono trascinate a cinquecento yards dal piroscafo.

Il piroscafo fu fatto affondare aprendo le valvole. L'equipaggio raggiunse la costa remando.

Londra, 22. — L'*Agenzia Reuter* ha da Cettigne:

Ieri le batterie montenegrine, piazzate sul Lowcen, aprirono un fuoco nutrito contro i forti austriaci che circondano Cattaro. Gli austriaci risposero dai loro forti e dalle navi da guerra che si trovano alle Bocche di Cattaro.

I cannoni montenegrini tirano con tale precisione che l'azione dell'artiglieria austriaca dopo poco tempo divenne più debole. Gli effetti della nostra artiglieria sono stati buoni. Il grande forte nemico di Vrmatz è rimasto molto danneggiato. Sul Lowcen non si sono avuti nè danni, nè vittime.

Negli ultimi combattimenti intorno a Serajevo abbiamo avuto qua tro generali feriti.

Londra, 22. — L'*Agenzia Reuter* è informata dall'alto commissario pel Sud-Africa che, secondo le ultime notizie, l'atto di ribellione del generale boero, Maritz, ha avuto un grave colpo; e ciò è dovuto anzitutto alla energica ed eroica attitudine del generale Botha, il quale ha dichiarato che egli stesso sarebbe entrato in campagna.

Tale decisione da parte di un primo ministro coloniale è senza precedenti.

Secondo le persone al corrente di questo movimento, la ribellione era realmente più grave di quanto il pubblico potesse credere a tutta prima, ma le disposizioni militari date dal generale Smuts e le manifestazioni di lealismo hanno già avuto in tutta l'Unione sud-africana un enorme effetto. Infatti il movimento di Maritz può avere la conseguenza estremamente lieta di dimostrare ad alcuni avversari politici del generale Botha che era venuta la loro ora di passare ai ribelli e di dichiarare la loro fedeltà all'Impero.

L'alto commissario ha ricevuto da un personaggio molto influente la seguente lettera:

« L'attitudine del generale Botha produce ammirazione. Egli è l'eroe nazionale e merita tutti gli elogi che gli vengano rivolti. Il Sud-Africa non fa che cominciare ad essere una nazione. Il risultato lo proverà malgrado alcune profezie poco soddisfacenti fatte qua e là. La Chiesa olandese riformata è interamente partigiana del Governo e tutto andrà bene ».

Un telegramma da Capetown annuncia che la ribellione del generale Maritz è prossima ad avere una fine ignominiosa. Altri distaccamenti con numerosi seguaci di Maritza capitolano e sono lieti di aver posto fine al movimento.

Pietrogrado, 12. — Un comunicato ufficiale dice:

In Galizia i russi vittoriosi si oppongono con una energica lotta alla spinta delle orde nemiche.

Nella Prussia orientale nessun cambiamento essenziale.

I russi sono ora in contatto col nemico su un fronte di oltre 500 verste dal basso Bzoura ai primi contrafforti dei Carpazi.

Attualmente i russi prendono l'offensiva e si spiegano sopra una esteso fronte. Essi vincono la resistenza delle retroguardie nemiche che scacciano dalle foreste e dai villaggi a colpi di baionetta.

Numerosi tedeschi si arrendono.

DALLA LIBIA

Bengasi, 21. — Ieri una carovana di rifornimento è stata assalita presso Bu Marian da una banda di 250 ribelli, che sono stati respinti.

I ribelli hanno condotto via dodici morti, fra cui il fratello dell'ex-capo zavia di Bengasi.

Perdite nostre: sei morti ed otto feriti.

CRONACA ITALIANA

Per la propalazione di notizie militari. — *L'Agenzia Stefani* comunica:

« In seguito alla diffusione di notizie riguardanti pretesi preparativi di operazioni militari, S. E. il presidente del Consiglio ha diretto ai prefetti una circolare perchè richiamino nuovamente l'attenzione dei direttori e corrispondenti di giornali sulle disposizioni del Codice penale che vietano la propalazione di qualsiasi informazione di carattere militare, prevenendoli che, in caso di trasgressioni, si provvederà senz'altro alla denunzia di esse all'autorità giudiziaria ».

S. E. Ciuffelli a Napoli. — Iermattina l'on. ministro, col sottosegretario di Stato, si recò a visitare i lavori per l'ampliamento del porto di Napoli.

Il ministro è stato ricevuto alla Immacolatella Nuova dal comandante del dipartimento marittimo, ammiraglio Leonardi-Cattolica, dal prefetto comm. Metzinger, dal sindaco prof. Del Pozzo, dai senatori Del Carretto e Senise, dagli onorevoli Lucci, Sandulli, Altobelli, Rodinò, Adinolfi e Perrone, dal comm. Miraglia, direttore generale del Banco di Napoli, dal comm. Mauro, presidente della Camera di commercio, dal comm. D'Henry, comandante del porto, e da altre autorità.

Il ministro e le autorità sono saliti in battelli a vapore ed hanno fatto il giro del porto.

Nella minuziosa visita il ministro si è interessato specialmente della sistemazione della spiaggia per i pescatori e del pontile Vittorio Emanuele.

Il ministro ha anche visitato i lavori per la diga foranea ed i bacini di carenaggio.

La visita si è protratta fino alle 13.

In casa Visocchi ha poi avuto luogo una colazione, alla quale hanno preso parte il ministro e le autorità.

Iersera, alle 18, le LL. EE. Ciuffelli e Visocchi partirono per Roma, dove giunsero alle 22,50.

Gare postali e telegrafiche. — A Genova si sono iniziate ieri queste gare che avevamo a tempo opportuno annunziate.

Vi partecipano 29 concorrenti per le gare postali e 174 per quelle telegrafiche.

Il presidente generale delle gare, comm. Greborio iniziandosi i lavori del concorso, inviò telegrammi di omaggio a S. M. il ministro Riccio, sotto il cui alto patronato le gare si svolgono esprimendo la speranza del suo intervento e ai ministri della guerra e della marina e al direttore generale delle ferrovie.

Nel salone del concorso furono impiantati tutti i sistemi telegrafici in uso e tutti gli accessori sotto la direzione del commendatore Bordoni.

Ricchi e numerosi premi saranno assegnati ai vincitori fra i quali quelli del Re, dei Ministeri, delle ferrovie, del comm. Marconi, delle Camere di commescio, dei Municipi, ecc.

Le gare dureranno fino al 29 corrente.

All'Università. — Per deliberazione del Consiglio accademico dell'Università di Roma, l'inaugurazione dell'anno accademico è rimandata al giorno 11 novembre; le lezioni avranno principio il susseguente giorno 12.

Mostra d'arte. — Dal 1° dicembre p. v. al successivo 1° gennaio avrà luogo all'Associazione artistica internazionale di Roma, una mostra di marine.

Ciascun socio potrà inviare non più di tre opere, il cui accoglimento e la cui sistemazione sono riservati al Consiglio d'arte dell'Associazione.

È intendimento della presidenza di tenere a vantaggio di detta Mostra una lotteria, cui potranno partecipare esclusivamente le opere dei soci.

Tali opere dovranno essere consegnate alla sede dell'Associazione non più tardi del giorno 20 novembre.

Servizio delle assicurate coll'estero. — Fino a nuovo ordine è sospeso il servizio delle assicurate colla Serbia e colla Russia.

Dato poi lo stato attuale delle comunicazioni non è possibile di garantire il regolare inoltro a destinazione delle assicurate dirette ai paesi oltre Zuez e di tutte quelle dirette a paesi pei quali è prescritto l'avviamento in transito all'Austria, alla Germania e alla Francia.

L'eventuale accettazione delle assicurate per questi ultimi paesi, fino a che non sia data notizia della completa sospensione del servizio, dovrà effettuarsi previa avvertenza ai mittenti, che l'invio ha luogo a loro completo rischio e pericolo, facendo di ciò speciale menzione sulle relative ricevute.

Mostra agraria. — Col 30 corrente, si inaugurerà a Milano la interessante Mostra agraria, la quale comprenderà i risultàti dei concorsi agrari nazionali banditi per passare in rassegna i progressi raggiunti nel nostro paese in questo campo dell'attività italiana.

Tutte le Provincie saranno rappresentate con specialità locali.

Vi sono numerosi premi: un oggetto d'argento massiccio dell'on. Salandra, dieci medaglie del Ministero d'agricoltura, numerosi premi di Consigli provinciali, Camere di commercio, ecc.

Servizi marittimi. — Il Ministero della marina ha disposto che la linea marittima celere dall'Adriatico a Costantinopoli limitata al percorso Brindisi-Dedeagatch per le note difficoltà di navigazione in Adriatico e per la chiusura dei Dardanelli, sia eseguita col seguente itinerario di orario:

Andata: Brindisi partenza venerdì ore 14 — Patrasso arrivo sabato ore 8 — Salonicco arrivo lunedì ore 6 — Dodeagatch arrivo martedì ore 5.

Ritorno: Dodeagatch partenza mercoledì ore 15 — Salonicco partenza giovedì ore 16 — Patrasso partenza sabato ore 12 — Corfù partenza domenica ore 7 — Brindisi arrivo domenica ore 16.

Movimento commerciale. — Il ministero di agricoltura, industria e commercio comunica:

Il reggente il R. consolato in Bombay telegrafa che la misura in forza della quale è colà vietato lo sbarco di viaggiatori che non siano inglesi o asiatici sarà applicata rigorosamente.

Coloro però fra gli italiani che avranno imprescindibili ragioni di doversi recare alle Indie e possiedano un regolare passaporto, potranno telegrafare al R. consolato: nome, cognome, età, nazionalità, porto d'imbarco, luogo di destinazione alle Indie, motivi del viaggio, durata della permanenza; ed il consolato farà il possibile per ottenere il permesso.

Il telegramma diretto a Bombay dovrà essere redatto in inglese o in francese.

Il R. console generale in New York telegrafa che il giorno 15 corrente hanno avuto luogo le seguenti partenze da quel porto:

1° piroscafo *Kroonpand*, inglese, con 300 barili olio lubrificante e 320 colli paraffina per Napoli;

2° piroscafo *Regina d'Italia*, con 190 barili di olio lubrificante per Venezia, 30 barili per Napoli e 874 per Genova.

Il R. console in New Orleans telegrafa che il piroscafo *Hearley* è partito da Port Arthur (Texas) per Taranto con 5131 tonnellate di nafta.

Nelle colonie. — Un violento incendio ha distrutto nella notte sopra ieri, a Tripoli, tre depositi della Società « Sicilia ». Il solerte

e pronto intervento delle truppe e di una compagnia del genio con le auto-pompe è riuscito a domare, dopo due ore di lavoro, il fuoco e ad impedire la completa distruzione dei padiglioni destinati agli uffici e al deposito delle merci.

Si ignora la causa dell'incendio.

I danni sono imprecisati.

Il governatore e le autorità civili e militari si sono recati sul luogo del disastro.

Nessuna vittima.

Notizie agrarie. — Il riepilogo delle notizie agrarie della prima decade di ottobre reca:

« Nell'alta Italia, col favore del tempo bello, la vendemmia fu condotta a buon punto; il prodotto è in complesso soddisfacente; non molto abbondante, ma di buona qualità ed in generale rimunerativo. Si attende alla raccolta del riso ed alla essiccazione del granturco. Le castagne e le altre frutta di stagione appaiono copiose. Per le colture erbacee e per le semine è ora necessaria la pioggia.

Buone in generale sono le condizioni delle campagne nell'Italia media, nella meridionale ed in Sicilia. Tuttavia anche nel medio versante tirrenico è un po' sentito il difetto d'umidità; mentre gran parte delle terre di Calabria e di Sicilia furono in questa decade ristorate da piogge benefiche. La vendemmia si compie con soddisfazione nelle terre del centro ed in Sicilia; riesce invece, circa la quantità, sensibilmente al disotto del normale nella regione meridionale mediterranea e relativamente scarsa nelle Puglie; l'uva è tuttavia di buona qualità. L'olivo e gli agrumi danno affidamento di buoni prodotti.

Persistono in Sardegna le condizioni meteoriche avverse all'agricoltura ».

Marina mercantile. — Il *Roma*, della Marittima italiana è partito da Bombay per l'Italia — Il *Principessa Mafalda*, del Lloyd italiano, ha proseguito da Rio de Janeiro per Buenos Aires.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

OTTAWA, 21. — Una bomba è esplosa stanotte, distruggendo nove case. Si ritiene che gli autori dell'attentato siano due stranieri, di cui uno austriaco.

Sembra che l'attentato sia stato diretto contro un gran numero di russi abitanti tali case, i quali sfuggirono miracolosamente alla morte.

Varie donne tuttavia sono rimaste gravemente ferite; una di esse ha tutti gli arti asportati.

VIENNA, 21. — Ieri due casi di colera sono stati constati a Vienna, tre in Moravia, uno in Slesia e novanta in Galizia.

Tranne un caso a Vienna, i colpiti sono militari.

LISBONA, 21. — Una nota ufficiosa dice: Malgrado alcune interruzioni telegrafiche e ferroviarie provocate da sabotaggio durante la notte scorsa e già riparato, non si sono verificate in Portogallo perturbazioni dell'ordine pubblico eccetto a Braganze ed a Mafra, ove avvennero tentativi di sollevazione prontamente repressi. Una banda di ammutinati partita da Mafra è ora inseguita dalle truppe. Pare che l'ex-colonnello Adriano Beca, capo del fallito tentativo, sia stato arrestato a Braganza.

BUCAREST, 21. — È morto l'ex-primo ministro Sturdza. Aveva 81 anni.

COSTANTINOPOLI, 21. — In seguito alla situazione generale creata dalla guerra, la Camera dei deputati che doveva riunirsi alla fine del mese corrente non si riunirà che alla fine di novembre.

OTTAWA, 21. — Sembra ora che due austriaci ed una donna sieno rimasti uccisi e 24 feriti nell'esplosione della bomba.

BERLINO, 21. — Il Reichstag si adunerà ai primi di decembre.

La sessione non durerà lungamente.

BORDEAUX, 21. — Il presidente della Repubblica Poincaré ha firmato un decreto col quale si accorda lo stesso soccorso che alle famiglie francesi, alle famiglie belghe indigenti i cui membri di sostegno sono stati chiamati o richiamati e si sono arruolati nell'esercito belga.

VIENNA, 2 . — Il *Correspondenz Bureau* ha da Serajevo — Processo per l'uccisione dell'arciduca Francesco Ferdinando.

Continua l'escussione dei testimoni.

Da essa risulta che Pribicevic viaggiò in Bosnia per fare tutti i preparativi per una guerra.

La Bosnia fu invasa da numerose armi importate dalla Serbia. Siccome dopo la guerra balcanica i comitadjis dovettero consegnare le armi, così gli autori dell'attentato non poterono ricevere le bombe che da parte del Governo serbo.

La lettura del rapporto annuale sulla attività dell'associazione Sokol pone in evidenza che tra gli altri figurava come membro la provincia della Bosnia ed Erzegovina con quaranta società e trentamila membri.

L'organizzazione della società Sokol ha per iscopo, dicono gli atti sociali, l'unione di tutti gli slavi e la liberazione dei fratelli slavi che languono in schiavitù ed in catene sotto la vorace nemica del nord.

I principali funzionari della società Sokol a Kraguievac erano ufficiali serbi.

Da altre deposizioni risulta che gli studenti appartenenti al club di vacanze sudslavo si proponevano di fare ovunque propaganda per la unione sudslava e preparare così il terreno per la guerra contro la Monarchia ed in favore della Serbia. Questa organizzazione di studenti aveva alti protettori a Belgrado.

Milanic depone di avere notato più volte conciliaboli quotidiani di giovani fra i quali circolava la fotografia dell'arciduca ereditario Francesco Ferdinando.

Allorchè i giornali parlarono del progetto del viaggio dell'arciduca ereditario in Bosnia ai conciliaboli di tali giovani assisteva anche un uomo di età matura che sembrava un militare, il quale doveva loro insegnare varie cose.

Milanic sospettò che si tramasse qualche disegno contro la persona dell'arciduca ereditario e volle avvertirne il Consolato generale d'Austria-Ungheria. Egli però camin facendo fu arrestato da un gendarme serbo e condotto in carcere, e corse perfino pericolo di essere assassinato da un forzato evidentemente prezzolato.

Infine fu condotto nuovamente alla polizia, ove il prefetto e i vice prefetto gli mostrarono trionfanti un ritaglio di giornale con la notizia dell'assassinio dell'arciduca ereditario, dicendo: « Tu hai voluto impedirlo, ma siamo più furbi di te. Ora è la volta dell'Austria-Ungheria; noi la schiacceremo ».

Parecchi testimoni depongono che erano al servizio della « Narodna Obrana » come comitadjis e furono istruiti nel maneggio delle armi e nel lancio delle bombe.

Dalla lettura di alcuni passi di un libro intitolato « Narodna Obrana » risulta che l'associazione di tal nome ha lo scopo di elevare lo spirito nazionale ed istruire ed arruolare comitadjis. Comitati dell'associazione furono formati in tutta la Serbia e così pure all'estero.

L'associazione si sforzò di dipingere ovunque la Monarchia austro-ungarica come ostilissima alla Serbia e di propiziarsi la stampa estera.

Un sedicente libro nero sull'esercito austro-ungarico pretende che la Bosnia e l'Erzegovina sono sempre paesi serbi e che sarebbe stato necessario che tutti i serbi in buone relazioni con lo stato e con l'esercito austro-ungarico come tutti gli slavi malcontenti e i soldati slavi potessero essere facilmente indotti al tradimento. Un altro libro pubblicato a Belgrado nel 1912 propugna la unione della Bosnia alla Serbia, glorifica l'attentato di Zerajic contro il governatore Varasanin ed invita i serbi ad imitare questo esempio.

Durante la lettura di questo passo, Gabrinovic grida: Viva Zerajic! Gabrinovic è perciò redarguito dal tribunale.

In generale gli accusati Gabrinovic, Princip e Grabes tengono un'attitudine spavalda.

PARIGI, 21. — Si ha da Copenaghen 20: Ieri nel pomeriggio un sottomarino di nazionalità sconosciuta lanciò due torpedini contro il sottomarino danese *Havnanlen* battente bandiesa danese, il quale manovrava alla superficie dell'acqua alla velocità di cinque nodi nelle acque internazionali fra Nakkehoved, sulla coata nord del Seeland e Kullen (Svezia). Nessuna torpedine raggiunse il segno.

Un altro sottomarino, pure di nazionalità ignota, fu veduto nel pomeriggio di ieri dal faro di Nakkehoved. Una torpedine esplose sulla spiaggia in vicinanza del faro.

Questi fatti sono stati portati a cognizione dei paesi belligeranti.

BERLINO, 21. — A proposito delle notizie da Copenaghen circa torpedini lanciate da sottomarini di nazionalità ignota nei dintorni di Nakkenhoved, il *Wolff Bureau* dichiara di sapere da fonte ufficiale che, in nessuno dei due casi segnalati, i colpi partirono da una nave tedesca.

NISCH, 22 (ufficiale). — La notizia datata da Salonicco relativa alla emigrazione di famiglie di Monastir in Grecia è assolutamente falsa. Coloro che lasciano Monastir sono soltanto pochi viaggiatori di commercio che ritornano quando il loro viaggio è terminato.

Le pretese pressioni di cui sarebbe vittima una parte della popolazione sono dunque senza fondamento.

LONDRA, 22. — Il *Lloyd* riceve da Harwich:

Un vapore riferisce di aver visto affondare nel Mare del Nord il vapore inglese *Cormorant*, il quale aveva probabilmente urtato contro una mina. Si crede che una torpediniera abbia salvato l'equipaggio.

BERLINO, 22. — I versamenti per il prestito di guerra hanno ora superato i tre miliardi.

BERLINO, 22. — Il *Reichsanzeiger* pubblica nella sua parte ufficiale:

Il Governo Imperiale ha fatto pervenire al Governo francese ed ai Governi delle potenze neutrali il seguente pro-memoria, circa la violazione della Convenzione di Ginevra del 6 luglio 1906 da parte delle truppe francesi e dei volontari, nel quale viene elevata una vivace protesta per l'attitudine contraria al diritto delle genti.

Nella guerra attuale le disposizioni sancite dalla Convenzione di Ginevra del 6 luglio 1906 ratificata dalla Germania e dalla Francia per una miglior sorte dei feriti e dei malati degli eserciti in campagna sono state violate in modo flagrante dalle truppe francesi e dai volontari.

Del grande numero di casi conosciuti vengono esposti negli allegati quelli che sono stati accertati in modo ineccepibile mediante interrogatori giudiziari o comunicazioni di servizio.

Al principio della Convenzione di Ginevra sta uno dei primi fondamenti del diritto di guerra, che, cioè, i feriti ed i malati dell'esercito nemico debbono essere trattati e curati come i feriti ed i malati del proprio esercito (art. 1, comma 1).

Questo fondamento è stato completamente trascurato dalle truppe francesi e dai volontari perchè esse non soltanto hanno trattato rudemente i feriti tedeschi caduti nelle loro mani, ma li hanno anche derubati, ed una parte ne hanno anche bestialmente mutilati ed uccisi (allegato dal 1° all'8).

Per le ambulanze sanitarie gli articoli 6 e 14 della convenzione di Ginevra prevedono una speciale protezione. Contrariamente a queste disposizioni le truppe francesi hanno attaccato automobili tedeschi con feriti (allegato 6), hanno tirato contro carri di sanità (allegati 11, 14) quantunque la Croce rossa vi fosse chiaramente visibile; inoltre hanno assalito un ospedale tedesco, derubando il personale e portando via gli approvvigionamenti (allegato 7).

Le truppe francesi agiscono inoltre in modo contrario al diritto delle genti, ed in violazione dell'art. 9 della convenzione di Ginevra, che assicura al personale di sanità di un esercito belligerante la stessa protezione come se si trattasse di un neutrale.

Come risulta dagli allegati, il comandante di una colonna di sanità fu da un comandante di truppe francesi arrestato e portato via (allegato 9); un medico che voleva prestare le sue cure ad un ferito uccise dalle truppe francesi (allegato 10); inoltre medici e personale che accompagnavano carri di sanità furono fatti segno al fuoco (allegato 11), come pure portatori di malati che raccoglievano feriti furono assaliti, feriti ed uccisi dalle truppe francesi e dai volontari (allegati 12, 17); altri furono fatti prigionieri (allegato 15); infine un cappellano militare fu fatto prigioniero dalle truppe francesi e trattato come un delinquente comune (allegato 8).

Il Governo imperiale porta con indignazione a pubblica conoscenza questo trattamento, spregiante il diritto delle genti e l'umanità dei feriti tedeschi, dei corpi di sanità tedeschi e del corpo sanitario tedesco, e vi unisce una solenne protesta contro le inaudite violazioni di un patto mondiale concluso fra tutti gli Stati civili. Berlino, 10 ottobre 1914.

A questo pro-memoria sono uniti quindici allegati, nei quali le singole accuse sono attestate da chiarissime deposizioni di testimoni.

Un grande spazio prende la narrazione dei medici superiori Neumann e Gruenfelder sul depredamento e la mutilazione dei soldati tedeschi presso Orchis, come pure quella del cappellano militare cattolico e padre redentorista Bernhard Brinkmann, che per parecchi giorni è stato trasportato attraverso i villaggi legato insieme con delinquenti francesi.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio astronomico al Collegio Romano

21 ottobre 1914.

L'altezza della stazione è di metri	50.60
Il barometro a 0°, in millimetri e al mare	758.8
Termometro centigrado al nord	14.2
Tensione del vapore, in mm	9.65
Umidità relativa, in centesimi	80
Vento, direzione	da nord
Velocità in km.	5
Stato del cielo	coperto
Temperatura massima, nelle 24 ore	16.2
Temperatura minima, id.	12.0
Pioggia in mm	mm. 24.5

21 ottobre 1914.

In Europa: pressione massima di 769 sulle coste Baltiche, minima di 758 nell'Italia centrale.

In Italia nelle 24 ore: la pressione barometrica abbassata ovunque fino a 6 mm. sulla Campania; temperatura aumentata in Liguria, diminuita altrove; cielo vario con qualche pioggerella e nebbie sulle regioni settentrionali, nuvoloso con pioggie e temporali sul rimanente.

Barometro: massimo 762 sulle Alpi, minimo 758 nelle regioni centrali.

Probabilità:

Regioni settentrionali: venti moderati 1° quadrante, cielo vario, qualche pioggiarella, temperatura diminuita.

Regioni appenniniche: venti moderati 1° quadrante, cielo nuvoloso con piogge località meridionali, vario sul rimanente, temperatura diminuita.

Versante adriatico: venti moderati intorno greco, cielo nuvoloso con pioggie temporalesche località meridionali, vario altrove, temperatura bassa, mare alquanto agitato coste salentine.

Versante tirrenico: venti quasi forti 3° quadrante, cielo nuvoloso con pioggie temporalesche regioni meridionali, nuvoloso con qualche pioggie altrove, temperatura stazionaria, mare ancora agitato coste insulari e Calabre.

Versante jonico: venti quasi forti intorno libeccio, cielo nuvoloso con pioggie temporalesche, temperatura bassa, mare agitato.

Coste libiche: venti moderati occidentali, cielo nuvoloso, temperatura diminuita, mare mosso.

Bollettino meteorico dell'ufficio centrale di meteorologia e geodinamica

Roma, 21 ottobre 1914.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente massima nelle 24 ore	TEMPERATURA precedente minima nelle 24 ore
Liguria				
Porto Maurizio	sereno	calmo	18 0	13 0
San Remo	sereno	calmo	18 0	12 0
Genova	1/2 coperto	calmo	17 0	13 0
Spezia	1/4 coperto	calmo	18 0	12 0
Piemonte				
Cuneo	1/4 coperto	—	11 0	6 0
Torino	1/4 coperto	—	13 0	8 0
Alessandria	coperto	—	14 0	10 0
Novara	sereno	—	14 0	7 0
Domodossola	1/4 coperto	—	16 0	5 0
Lombardia				
Pavia	sereno	—	14 0	7 0
Milano	1/2 coperto	—	14 0	8 0
Como	1/4 coperto	—	13 0	9 0
Sondrio	1/2 coperto	—	15 0	6 0
Bergamo	coperto	—	14 0	9 0
Brescia	1/2 coperto	—	16 0	9 0
Cremona	coperto	—	15 0	10 0
Mantova	nebbioso	—	17 0	9 0
Veneto				
Verona	1/4 coperto	—	17 0	10 0
Belluno	3/4 coperto	—	15 0	8 0
Udine	sereno	—	17 0	9 0
Treviso	sereno	—	18 0	10 0
Vicenza	sereno	—	16 0	10 0
Venezia	nebbioso	calmo	17 0	10 0
Padova	1/2 coperto	—	17 0	9 0
Rovigo	nebbioso	—	17 0	8 0
Romagna-Emilia				
Piacenza	coperto	—	15 0	10 0
Parma	coperto	—	15 0	11 0
Reggio Emilia	coperto	—	15 0	12 0
Modena	coperto	—	16 0	11 0
Ferrara	nebbioso	—	17 0	10 0
Bologna	coperto	—	15 0	12 0
Forlì	nebbioso	—	14 0	11 0
Marche-Umbria				
Pesaro	coperto	legg. mosso	16 0	13 0
Ancona	coperto	legg. mosso	18 0	13 0
Urbino	piovoso	—	15 0	7 0
Macerata	coperto	—	17 0	10 0
Ascoli Piceno	piovoso	—	17 0	11 0
Perugia	coperto	—	15 0	10 0
Toscana				
Lucca	3/4 coperto	—	18 0	12 0
Pisa	coperto	—	20 0	11 0
Livorno	coperto	calmo	19 0	12 0
Firenze	coperto	—	19 0	12 0
Arezzo	coperto	—	19 0	11 0
Siena	coperto	—	17 0	11 0
Grosseto	coperto	—	20 0	11 0
Lazio				
Roma	piovoso	—	18 0	12 0
Versante Adriatico Meridionale				
Teramo	coperto	—	19 0	6 0
Chieti	coperto	—	18 0	10 0
Aquila	piovoso	—	13 0	7 0
Agnone	1/2 coperto	—	14 0	5 0
Foggia	piovoso	—	21 0	11 0
Bari	3/4 coperto	calmo	19 0	15 0
Lecce	coperto	—	21 0	15 0
Versante Mediterraneo Meridionale				
Taranto	coperto	agitato	22 0	16 0
Caserta	1/2 coperto	—	18 0	9 0
Napoli	1/2 coperto	legg. mosso	18 0	9 0
Benevento	3/4 coperto	—	17 0	10 0
Avellino	coperto	—	17 0	4 0
Mileto	coperto	—	23 0	12 0
Potenza	coperto	—	15 0	10 0
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	piovoso	—	22 0	7 0
Sicilia				
Trapani	piovoso	legg. mosso	23 0	14 0
Palermo	piovoso	agitato	24 0	15 0
Porto Empedocle	—	—	—	—
Caltanissetta	piovoso	—	19 0	14 0
Messina	1/4 coperto	calmo	21 0	16 0
Catania	piovoso	calmo	24 0	14 0
Siracusa	3/4 coperto	legg. mosso	23 0	12 0
Sardegna				
Sassari	1/4 coperto	—	18 0	11 0
Cagliari	3/4 coperto	mosso	22 0	11 0
Libia				
Tripoli	sereno	calmo	26 0	17 0
Bengasi	—	—	—	—

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile*.